

Document d'information sur le budget des dépenses et la planification axée sur les résultats 2008-2009

**Ministère du Développement
économique et du Commerce**

ISSN 1718 - 6439

This document is available in English.

Pour obtenir des renseignements, veuillez communiquer avec la :
Direction de la planification des activités et des finances,
ministère du Développement économique et du Commerce

Tél. : 416 325-6421
Télécopieur : 416 327-4239

Table des matières

PARTIE I : PLANIFICATION AXÉE SUR LES RÉSULTATS PUBLIÉS 2008-2009

Vue d'ensemble du ministère	2
Contribution du ministère à la réalisation des priorités et des résultats clés	7
Programmes du MDEC favorisant la croissance économique	10
Activités du ministère	11
Organigramme du ministère	14
Lois	15
Organismes, conseils et commissions	16

INFORMATION FINANCIÈRE DU MINISTÈRE

Tableau 1 : Dépenses prévues du ministère 2008-2009	17
Tableau 2 : Sommaire – Fonctionnement et immobilisations par crédit	17

PARTIE II : DONNÉES FINANCIÈRES DÉTAILLÉES 2008-2009

INFORMATION PAR CRÉDIT

Sommaire – Fonctionnement et immobilisations par crédit	20
Sommaire – Fonctionnement par crédit	21
Rapprochement avec les données publiées antérieurement	21
Sommaire – Fonctionnement par crédit et par catégorie de dépenses	22
Sommaire – Immobilisations par crédit	23
Rapprochement avec les données publiées antérieurement	23
Programme d'administration du ministère	24
Bureau principal	28
Planification et finances	30
Ressources humaines	34
Services de communication	38
Services juridiques	40
Services de vérification	42
Systèmes informatiques	44
Programme Développement économique et commerce	46
Développement des secteurs industriels	49
Investissements et commerce	54
Actif de fonctionnement – Développement économique	58
Charges d'immobilisations – Développement économique	60

ANNEXE I : RAPPORT ANNUEL 2007-2008

Rapport annuel 2007-2008	63
Tableau 1 : Dépenses du ministère	66
GLOSSAIRE	67

PARTIE I : PLANIFICATION AXÉE SUR LES RÉSULTATS PUBLIÉS 2008-2009**Vue d'ensemble du ministère****Vision et mandat du ministère**

Compte tenu de sa vision – *Un Ontario plus fort – créer des emplois pour l'économie d'aujourd'hui* –, le ministère du Développement économique et du Commerce (MDEC) a pour mandat de construire un Ontario plus fort en favorisant la croissance économique et la création d'emplois.

Priorités

Pour s'acquitter de son mandat, le ministère a établi les priorités suivantes :

- créer des partenariats clés visant à renforcer l'Ontario en mettant de l'avant d'importantes nouvelles initiatives de développement économique, notamment :
 - o le Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents;
 - o la société Investissement Ontario inc.;
 - o un soutien propre à chaque secteur;
- soutenir la croissance d'une économie innovatrice et concurrentielle;
- créer des emplois de qualité en Ontario en attirant et en tirant parti de nouveaux investissements;
- rationaliser et moderniser le processus réglementaire d'approbation;
- soutenir les objectifs du gouvernement en matière de changements climatiques;
- réduire les formalités administratives et le fardeau réglementaire des entreprises.

Stratégies

Le MDEC exécutera ses priorités en se concentrant sur trois stratégies :

- **Développement des secteurs industriels**

Renforcer les secteurs clés de l'économie en faisant la promotion et en assurant le soutien de nouveaux investissements dans les entreprises grâce à des partenariats stratégiques avec l'industrie, les autres paliers de gouvernement, les autres territoires de compétence et les peuples autochtones.

- **Investissements dans l'industrie automobile**

Viser à faire en sorte que l'Ontario demeure un chef de file nord-américain dans le secteur de la production automobile en attirant des investissements importants au moyen de l'innovation, de la formation professionnelle stratégique et de l'infrastructure publique.

- **Investissements et commerce**

Positionner l'Ontario à l'échelle mondiale en tant que milieu d'affaires de prédilection, en attirant davantage d'investissements directs étrangers et d'emplois spécialisés, et promouvoir la vente de produits et services ontariens sur les marchés mondiaux, en se concentrant sur les marchés et les débouchés à la fois traditionnels et émergents.

Défis

Pour s'acquitter de son mandat en 2008-2009, le ministère fait face à un certain nombre de défis. On prévoit une croissance économique plus faible en raison de facteurs externes, principalement d'un ralentissement de l'économie américaine, des cours élevés du pétrole, d'une monnaie forte et de la concurrence des économies émergentes sur les plans du commerce et de l'investissement à l'échelle mondiale.

Relever les défis

Le ministère prévoit faire face à ces défis en se concentrant sur les activités suivantes :

- lancer plusieurs nouvelles initiatives visant à soutenir les secteurs de la fabrication et des services clés en Ontario et à y attirer des emplois de qualité;
- fournir de l'aide aux économies locales et régionales touchées par le ralentissement économique;
- renforcer les partenariats avec les intervenants et les principaux partenaires en matière de développement économique en vue d'établir les possibilités de promotion du commerce et de l'investissement en Ontario;
- lancer une campagne de marketing dynamique et intégrée à l'échelle nationale et internationale en vue de positionner l'Ontario comme un endroit privilégié pour l'investissement et de promouvoir les programmes et les services d'exportation, y compris un centre de coordination (Centre ontarien des investissements et du commerce) pour les partenaires de l'Ontario en matière de développement économique;
- mettre en œuvre une stratégie dynamique en vue d'attirer les investisseurs, comprenant un certain nombre de missions commerciales et d'investissement dirigées par le premier ministre et des ministres;
- faciliter le choix des endroits où investir en Ontario grâce à la mise au point d'un système d'information géographique à la fine pointe de la technologie;
- travailler en vue de permettre aux principales grappes d'entreprises de profiter d'une croissance solide et durable en consultant les intervenants et en examinant les possibilités d'investissement et de maintien des activités ainsi que les obstacles et les problèmes à cet égard;
- tirer parti de la présence accrue de l'Ontario sur les marchés mondiaux pour promouvoir plus activement les occasions de commerce et d'investissement;
- renforcer le commerce interprovincial.

Nouvelles initiatives

En 2008-2009, le MDEC mettra en œuvre un certain nombre de nouvelles initiatives pour compléter ses programmes actuels.

- ***Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents***

Fonds quinquennal de 1,15 milliard de dollars qui s'inscrit dans le cadre d'un plan visant à permettre à l'Ontario de suivre le rythme des changements de l'économie mondiale et de créer des emplois dans des secteurs offrant un grand potentiel à l'Ontario :

- o industrie automobile propre et autres technologies vertes;

- o recherche et développement dans la santé et les biotechnologies;
- o industries du domaine de la création comme les médias numériques et les technologies de l'information et des communications;
- o recherche et fabrication dans le secteur pharmaceutique.

De plus amples renseignements sur le programme sont accessibles à l'adresse www.ontariocanada.com.

- ***Fonds de développement de l'Est de l'Ontario***

En vue d'appuyer le plan gouvernemental qui vise à offrir plus de débouchés économiques aux régions rurales de l'Ontario et à les doter d'une meilleure infrastructure et de services d'éducation et de soins de santé améliorés, le ministère a créé pour l'Est de l'Ontario un fonds de développement pluriannuel atteignant 80 millions de dollars en vue d'attirer les investissements dans les régions rurales de l'Est de l'Ontario.

- ***Société Investissement Ontario inc.***

À l'appui de son engagement à susciter de nouveaux investissements et à créer des emplois en Ontario, le gouvernement a créé un organisme indépendant d'investissement axé sur la collaboration entre les secteurs public et privé qui offrira aux entreprises « un accès rapide et efficace au soutien et aux services de développement économique ».

- ***Initiative de modernisation de la réglementation***

En vue d'appuyer l'engagement du gouvernement à diminuer le fardeau administratif des entreprises, le ministère travaille à la mise en œuvre d'une initiative de plafonnement et d'échange relativement à la réglementation gouvernementale. Lorsque de nouveaux règlements entreront en vigueur, d'autres devront être éliminés.

Initiatives en cours

- ***Conseil ontarien du secteur de la fabrication***

Le MDEC continuera à diriger le nouveau Conseil ontarien du secteur de la fabrication qui réunit les chefs de file de l'industrie et du gouvernement afin qu'ils définissent les grandes lignes d'une vision stratégique pour le secteur ontarien de la fabrication.

- ***Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe (SISFP)***

Le ministère continuera d'appuyer le programme SISFP en vue de soutenir les industries manufacturières de l'Ontario. Les seuils d'admissibilité des projets ont été ramenés à 50 emplois créés ou maintenus ou à 10 millions de dollars sur le plan de l'investissement (contre 100 emplois et 25 millions de dollars précédemment). De plus, l'incitation à participer au programme, consentie sous forme de prêt, est passée de 10 à 30 %.

- **Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile (SOIA)**

Dotée d'un budget de 500 millions de dollars, la stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile a été lancée en avril 2004 en vue d'accroître les investissements du secteur privé dans des secteurs clés de l'industrie en vue d'en maintenir la compétitivité. La SOIA, qui permet à l'Ontario de s'associer à l'industrie automobile et au gouvernement fédéral en vue d'attirer de nouveaux investissements et de les maintenir, est axée sur cinq objectifs principaux : les compétences, l'innovation, l'infrastructure et les technologies environnementales et énergétiques. Elle permet aussi à l'Ontario de mieux concurrencer les États-Unis et le Mexique au chapitre des investissements.

- ***Initiative visant les économies régionales et locales en transition***

Le MDEC continuera à diriger les efforts de collaboration avec les collectivités et les secteurs industriels de l'Ontario en vue de relever les défis économiques locaux, sectoriels ou régionaux en créant de nouvelles possibilités et en attirant de nouveaux investissements.

- ***Renforcer les relations avec les intervenants***

Comme le secteur de l'automobile compte énormément sur la fabrication de pointe et l'innovation, le ministère continuera, en 2008-2009, à établir des relations étroites avec les principaux partenaires et intervenants du secteur de l'automobile.

Le ministère s'emploie à assurer la croissance dynamique et soutenue des principales grappes d'entreprises, notamment dans les secteurs des technologies de l'information et des communications, des services financiers, de l'outillage et des moules, ainsi que dans d'autres secteurs. Des tables rondes sont organisées pour consulter les représentants de l'industrie dans ces secteurs, de façon que le ministère puisse conseiller le gouvernement sur les questions de politique industrielle.

- ***Renforcer le commerce interprovincial et international***

Le MDEC continuera à renforcer les alliances entre l'Ontario et l'Alberta et à promouvoir les débouchés pour les fabricants ontariens afin qu'ils puissent tirer profit du développement des sables bitumineux en Alberta. Le ministère a cerné des occasions pour les entreprises de l'Ontario qui se spécialisent dans les produits métallurgiques, la machinerie et l'équipement industriels et les services d'ingénierie et de construction afin de répondre à la demande en Alberta.

Le MDEC collaborera avec d'autres ministères en vue de poursuivre la négociation d'un nouvel accord économique et commercial avec le Québec, initiative annoncée en novembre 2007 par les premiers ministres McGuinty et Charest.

De plus, le MDEC continuera à promouvoir les intérêts de l'Ontario dans le cadre des négociations et des différends commerciaux à l'échelle internationale et à travailler avec les ministères concernés en vue de défendre les programmes de l'Ontario qui sont remis en question.

- **Promotion de l'investissement**

En 2008-2009, la campagne de promotion de l'investissement du MDEC arborera un nouvel aspect créatif. La campagne se fondera sur une démarche tactique combinée : campagne publicitaire dans les médias écrits et à la télévision, activités de relations avec les médias comprenant des visites pour les membres des médias dans certains secteurs, campagnes de publipostage trimestrielles et documents de promotion d'événements et de vente.

- **Développement du commerce international**

Le MDEC continuera à promouvoir l'exportation des produits et des services ontariens sur le marché mondial en mettant l'accent sur les marchés à la fois traditionnels et en évolution rapide. Le ministère aide les entreprises à devenir des chefs de file, à progresser sur de nouveaux marchés et à créer des emplois.

Le MDEC lancera une nouvelle campagne de marketing intégrée pour faire la promotion des programmes et des services que nous proposons aux petites et moyennes entreprises (PME).

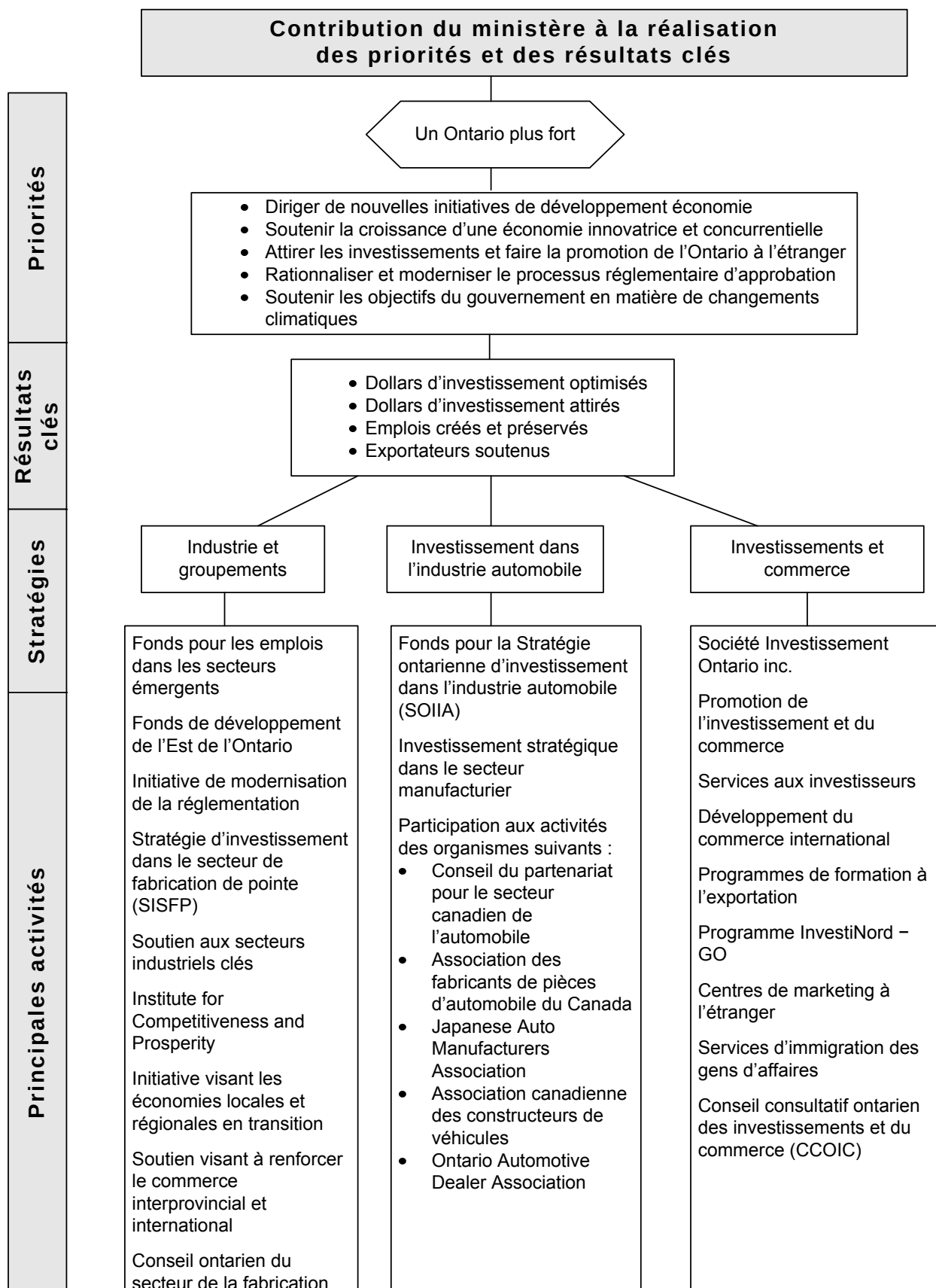
- **Collaboration avec les partenaires pour favoriser le développement économique**

Afin de tirer parti des occasions stratégiques et de réaliser des gains d'efficience, le MDEC collaborera avec d'autres ministères ontariens, d'autres paliers de gouvernement, des organismes sectoriels et le secteur privé.

Par exemple :

- le MDEC collabore avec le ministère de la Recherche et de l'Innovation (MRI) en vue de faire valoir les atouts de l'Ontario comme emplacement de choix pour la recherche et le développement dans les secteurs de la médecine et des sciences de la vie, des matériaux de pointe et des technologies de l'information et des communications;
- il collabore en outre avec le ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat (MPEE) pour promouvoir les débouchés à l'exportation auprès des PME.

Le Centre ontarien des investissements et du commerce (COIC) du MDEC, situé au centre-ville de Toronto, coordonne un groupe de travail formé de plus de 15 ministères et organismes de l'Ontario engagés à différents degrés dans le commerce et l'investissement, en vue de réagir rapidement et de manière complète et ordonnée aux occasions d'affaires qui se présentent à l'Ontario à l'échelle mondiale. Le COIC coordonne également un groupe de discussion régional qui comprend des représentants des autorités de développement économique régional et d'organismes de marketing de l'ensemble de l'Ontario. Il s'agit d'un forum de partage de l'information, d'échange de « pratiques exemplaires » et de coordination des efforts sur le marché international en vue de valoriser au maximum la marque Ontario, Canada.



Contribution du ministère à la réalisation des priorités et des résultats clés – Faits saillants**Soutien des priorités du gouvernement**

Les stratégies et les programmes du ministère appuient la priorité du gouvernement, à savoir « Un Ontario plus fort », des façons suivantes :

- en dirigeant le développement et la mise en œuvre d'initiatives de création de nouveaux emplois, telles que :
 - le Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents,
 - la Société Investissement Ontario inc.,
 - le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario;
- en poursuivant la mise en œuvre d'initiatives clés, notamment :
 - la Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe,
 - l'initiative de modernisation de la réglementation,
 - le Conseil ontarien du secteur de la fabrication;
- en favorisant et en soutenant l'investissement dans de nouvelles entreprises;
- en vendant l'Ontario à l'étranger;
- en travaillant avec d'autres ministères pour appuyer les stratégies gouvernementales en matière d'innovation et de changements climatiques.

Principales mesures de rendement

Les résultats du ministère sont mesurés en suivant de près les points suivants :

- les investissements obtenus grâce à la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile et à la Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe (SISFP);
- les nouveaux investissements attirés dans les secteurs stratégiques;
- les emplois créés ou préservés;
- les exportateurs soutenus.

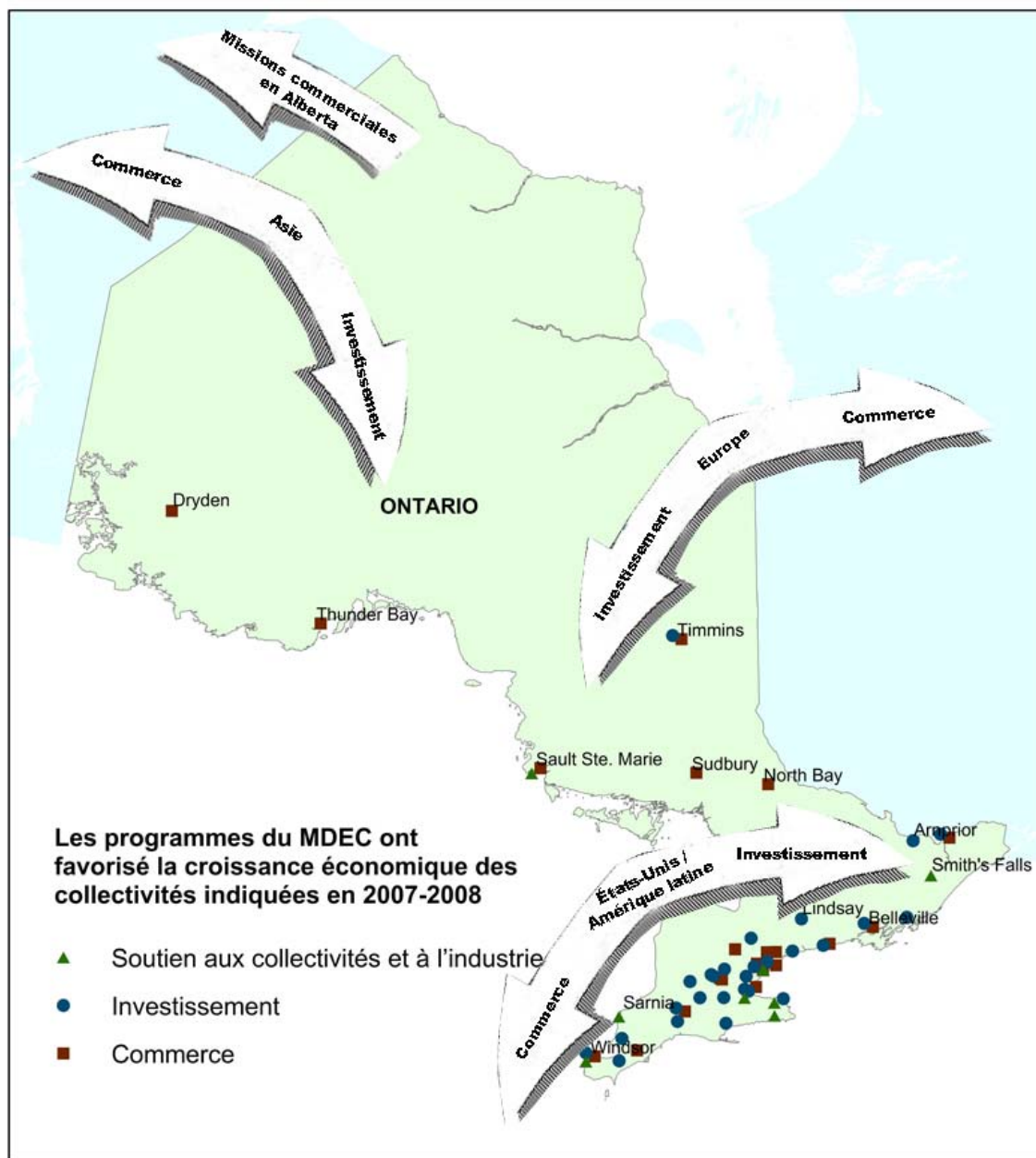
Résultats

Un résumé des résultats et des activités de 2007-2008 figure ci-après :

- **Investissements**
 - o La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe a permis d'appuyer 15 projets innovateurs, de susciter de nouveaux investissements de près de 850 millions de dollars et de soutenir la création ou la préservation d'environ 3 800 emplois au cours d'une période de cinq ans.
 - o De nouveaux investissements de 477 millions de dollars ont été effectués dans les industries stratégiques, ce qui a permis de créer 6 900 emplois.

- o La Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile a donné lieu à de nouveaux investissements de plus de 10 millions de dollars, ce qui a permis de créer ou de préserver des milliers d'emplois et porté les investissements totaux à près de 7,5 milliards de dollars.
- **Commerce**
 - o Aide apportée à plus de 1 000 exportateurs nouveaux ou existants pour accéder à de nouveaux marchés.
 - o Organisation de plus de 50 missions à l'étranger et de 9 missions commerciales virtuelles.
 - o Organisation de plus de 45 conférences ou séminaires.
 - o Réalisation de 10 programmes Nouveaux exportateurs aux États frontaliers (NEEF) et CONTACTS EXPORT.
 - o Délégation de plus de 130 entreprises ontariennes (et de plus de 220 participants, y compris des organismes de développement économique régionaux) au forum national des acheteurs et vendeurs de l'Alberta.
- **Consultations avec l'industrie**
 - o Consultations à grande échelle avec l'industrie sur toute une variété de sujets, y compris les questions touchant les secteurs ci-après :
 - technologie de l'information et des communications,
 - services financiers,
 - fabrication,
 - produits chimiques,
 - produits pharmaceutiques de marque,
 - matières plastiques,
 - sidérurgie,
 - bioéconomie et énergies de remplacement (solaire, éolienne, biogaz).
 - o D'autres consultations sont prévues en 2008-2009.
- **Aide aux municipalités et aux secteurs faisant face à des défis économiques**
 - o Aide à de nombreuses municipalités visant la mise en œuvre d'initiatives de développement économique variées.
 - o Collaboration avec des groupes sectoriels spécifiques pour la mise en œuvre d'un certain nombre d'initiatives portant sur la formation professionnelle, la productivité et le marketing.
- **Services d'immigration pour gens d'affaires**
 - o Aide apportée à plus de 150 entreprises par les services d'immigration pour gens d'affaires.
 - o Accueil de plus de 3 000 gens d'affaires immigrants actuels et potentiels à des séminaires nationaux et internationaux.

Programmes du MDEC favorisant la croissance économique



Activités du ministère

En ce qui a trait à la **Stratégie du développement des secteurs industriels**, les principaux programmes du ministère qui soutiennent la croissance économique et la création d'emplois sont les suivants :

- La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe (SISFP) soutient les investissements dans les technologies et les procédés de fabrication de pointe, tels que les produits ou les procédés nouveaux ou améliorés, les nouveaux matériaux, les technologies innovatrices de gestion des déchets et l'efficacité énergétique.
- Le soutien aux principaux groupements sectoriels pour assurer une croissance dynamique et durable, y compris les technologies de l'information et des communications (TIC), les services financiers, les sciences de la vie, l'aérospatiale et la fabrication de pointe. Parmi les activités particulières, mentionnons la collaboration avec l'Ontario Chemical Value Chain Initiative (OCVCI) et l'Ontario BioAuto Council.
- L'Institute for Competitiveness and Prosperity est une société à but non lucratif qui évalue et surveille la productivité, la compétitivité et les progrès économiques de l'Ontario comparativement aux autres provinces et aux États américains. L'institut effectue de la recherche pour soutenir le Groupe d'étude sur la compétitivité, la productivité et les progrès économiques et a mis sur pied le Martin Prosperity Institute pour étudier la compétitivité.
- Le soutien à la stimulation de l'économie fournit de l'aide aux économies locales et régionales touchées par le ralentissement économique dans le secteur de la fabrication.
- Le soutien visant à renforcer le commerce interprovincial et international prévoit la négociation d'accords sur le commerce interne et international et la résolution des différends commerciaux visant la suppression des obstacles au commerce et la défense des programmes de l'Ontario.
- Le soutien des manufacturiers et des exportateurs du Canada pour leur permettre de travailler en collaboration avec des entreprises sur la productivité, la conservation de l'énergie et la mise en œuvre des TI dans les PME.
- Le soutien continu du Conseil ontarien du secteur de la fabrication pour favoriser l'accroissement de la compétitivité des fabricants de l'Ontario.
- L'initiative de modernisation de la réglementation rationalisera les processus d'approbation et modernisera le régime de réglementation afin de le rendre plus efficient et efficace pour les entreprises.

- Le Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents appuiera les progrès réalisés sur le plan de l'environnement dans les secteurs stratégiques de l'industrie, y compris la recherche, la fabrication de pièces, la production et l'assemblage de véhicules écologiques, les carburants propres, les technologies environnementales, la bioéconomie, les médias numériques et les TIC.
- Le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario tirera parti d'initiatives existantes en vue d'entretenir l'infrastructure et d'en construire de nouveaux éléments pour favoriser la croissance économique.
- La coordination d'activités à l'échelle provinciale pour appuyer le projet de Shell Canada visant la construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole et de gaz près de Sarnia, y compris les consultations avec les Premières nations de la région.

En ce qui a trait à la **Stratégie d'investissement dans l'industrie automobile**, les principaux programmes du ministère qui soutiennent la croissance économique et la création d'emplois sont les suivants :

- La Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile (SOIIA) soutient les investissements importants du secteur de l'automobile dans les domaines de la recherche et de l'innovation, de la formation professionnelle, de l'amélioration des technologies environnementales et énergétiques et de l'infrastructure publique.
- Le programme Investissement stratégique dans le secteur manufacturier appuie les investissements de Toyota et de Honda.
- Le ministère participe aux activités des organismes suivants :
 - o le Conseil du partenariat pour le secteur canadien de l'automobile (CPSCA) qui est un forum mixte industrie-syndicat-gouvernement pour le secteur de l'automobile. Le CPSCA a pour mandat de définir et de classer par ordre de priorité les mesures qui s'imposent pour renforcer l'industrie canadienne de l'automobile;
 - o l'Association des fabricants de pièces d'automobile du Canada (AFPAC);
 - o la Japanese Auto Manufacturers Association (JAMA);
 - o l'Association canadienne des constructeurs de véhicules (ACCV);
 - o l'Ontario Automotive Dealer Association (OADA);
 - o Bio-Auto/Bio-Car.

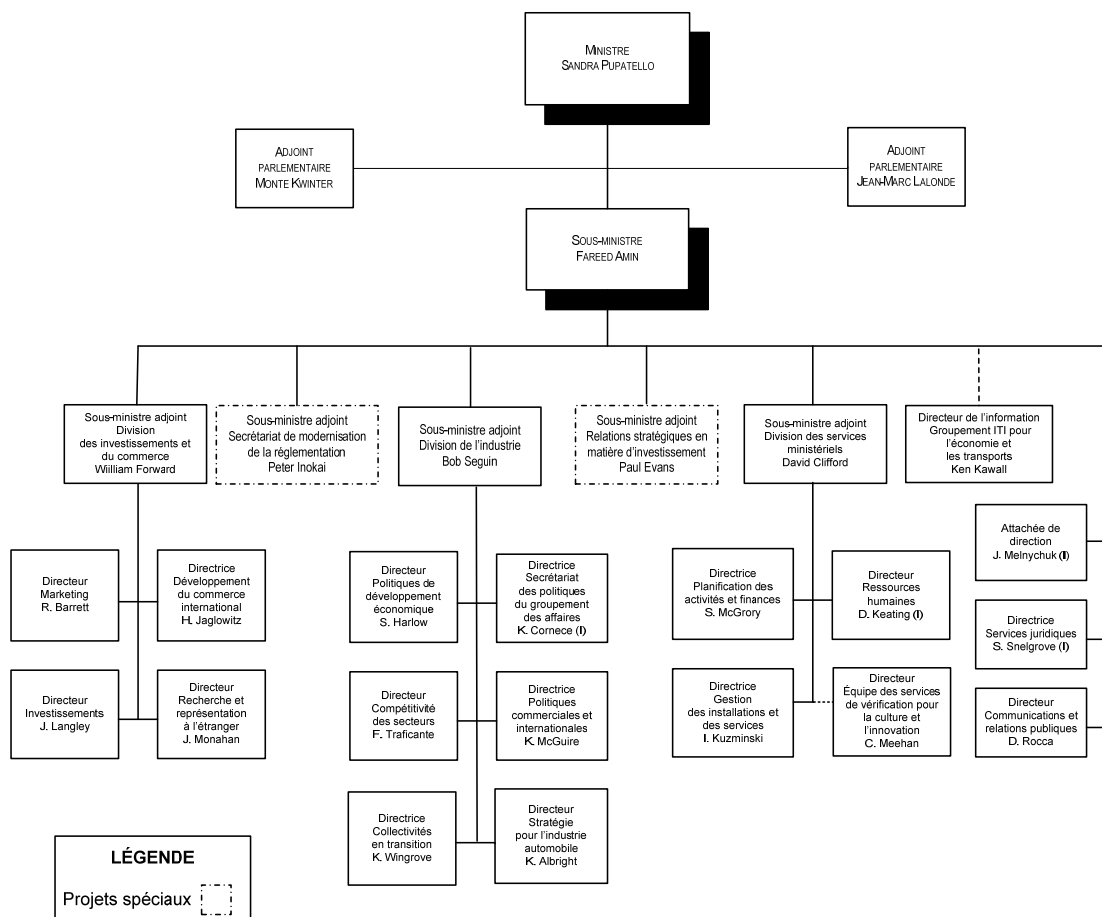
En ce qui a trait à la **Stratégie de diversification du commerce et des investissements**, les principaux programmes du ministère qui soutiennent la croissance économique et la création d'emplois sont les suivants :

- La promotion de l'investissement et du commerce se concentre sur les campagnes de marketing et de valorisation de l'Ontario à l'échelle nationale et internationale visant à faire valoir l'Ontario comme lieu de choix où effectuer des investissements

et à promouvoir les programmes et les services de la division à l'appui de ses clients du secteur commercial.

- Les services aux investisseurs fournissent des services de sélection des emplacements et des renseignements détaillés en matière d'investissement pour répondre aux besoins des investisseurs étrangers. Le programme met l'accent sur les principaux secteurs pouvant bénéficier d'investissements nouveaux et accrus, notamment l'automobile, les sciences de la vie, l'impartition des processus administratifs, les services financiers, les technologies de l'information et des communications et la fabrication de pointe.
- Les programmes de développement du commerce international aident les sociétés ontariennes à trouver de nouveaux débouchés à l'exportation et les acheteurs étrangers à trouver en Ontario des fournisseurs qui répondent à leurs besoins en matière d'achat. Les initiatives comprennent des missions et des foires commerciales internationales.
- Les programmes et les produits de formation à l'exportation comprennent des études de marché et des profils de secteur et de pays, les séminaires et les guides « Prêt à exporter » et des renseignements en ligne sur les possibilités d'exportation.
- Le Programme InvestiNord – GO attire des investissements pivots (plus de 100 employés) dans les villes du Nord de la province. Le MDEC offre ce programme en collaboration avec le ministère du Développement du Nord et des Mines et le ministère des Finances (MFO).
- Les centres de marketing à l'étranger (CME) fournissent des services en matière d'investissement et de commerce sur les principaux marchés. On trouve des CME à Londres, Los Angeles, Munich, New Delhi, New York, Shanghai, Tokyo, Beijing, Mexico et Paris.
- Le programme d'immigration des gens d'affaires offre des services aux nouveaux gens d'affaires immigrants, y compris des consultations, des séminaires et des renseignements sur l'établissement d'entreprises en Ontario.
- Le Conseil consultatif ontarien des investissements et du commerce se compose de dirigeants d'entreprises chevronnées de secteurs industriels clés. Le Conseil fournit des conseils sur les possibilités d'investissement et les débouchés commerciaux et se fait le champion de la stratégie ontarienne de diversification du commerce et des investissements.
- La société Investissement Ontario inc., organisme inspiré d'initiatives couronnées de succès dans des pays tels que l'Irlande, sera mise sur pied en vue de réunir le gouvernement et le secteur privé pour attirer de nouveaux investissements et favoriser la création d'emplois.

Ministère du Développement économique et du Commerce Organigramme 2008-2009



LOIS DONT LE MINISTÈRE EST RESPONSABLE

Loi sur les sociétés de développement

Loi sur le ministère du Développement économique et du Commerce

Loi sur la Fondation de recherches

Loi de 2006 portant dissolution de sociétés inactives

ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS

Organismes consultatifs

Conseil consultatif ontarien des investissements et du commerce

Le conseil a été créé pour fournir des conseils stratégiques et du soutien au gouvernement afin de promouvoir l'Ontario sur les marchés mondiaux comme un endroit idéal pour faire des investissements et pour aider les entreprises de l'Ontario à commencer à exporter vers de nouveaux marchés ou à accroître leurs exportations sur les marchés existants.

Entreprises opérationnelles

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII)

La SOGFII a été constituée pour agir à titre d'organisme chargé de recevoir les fonds des investisseurs immigrants, comme l'exige le gouvernement fédéral aux termes du Programme d'immigration des investisseurs (PII).

Les sociétés de développement

Les sociétés sont actuellement chargées de gérer la réduction progressive de leur portefeuille financier de façon financièrement prudente et responsable. Les fonctionnaires nommés sont chargés de gérer les étapes finales de la réduction progressive des activités administratives des sociétés.

Société ORTECH

Les éléments d'actif de la Société ORTECH ont été vendus et cette dernière n'est plus opérationnelle. Les fonctionnaires nommés sont chargés de gérer les étapes finales de la réduction progressive des activités administratives de la société.

Conseil ontarien du secteur de la fabrication

Le Conseil ontarien du secteur de la fabrication (COSF) a été récemment mis sur pied pour conseiller le ministre du Développement économique et du Commerce sur les défis auxquels font face les manufacturiers de l'Ontario et sur les possibilités qui s'offrent à eux sur un marché mondial concurrentiel.

PLANIFICATION AXÉE SUR LES RÉSULTATS PUBLIÉS 2008-2009

INFORMATION FINANCIÈRE DU MINISTÈRE

Tableau 1 : Dépenses prévues du ministère 2008-2009

Nom du programme	Dépenses prévues du ministère en millions de dollars)
Fonctionnement *	436,6
Immobilisations	
Total	436,6
Actif de fonctionnement	147,9

*Exclut le redressement de consolidation net – Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants

Tableau 2 : Sommaire – Fonctionnement et immobilisations par crédit

Le ministère concentre ses efforts sur les activités qui encouragent une économie prospère et concurrentielle. Pour ce faire, il veille à ce que l'Ontario reste un chef de file de la production automobile en Amérique du Nord grâce à l'innovation et à une main-d'œuvre qualifiée; il cherche à attirer davantage d'investisseurs étrangers et d'emplois spécialisés; il encourage les échanges commerciaux et diversifie les marchés d'exportation de l'Ontario; il soutient une croissance durable et forte dans des secteurs offrant un grand potentiel à l'Ontario, y compris l'automobile propre et autres technologies vertes, la recherche et le développement dans la santé et les biotechnologies, les industries du domaine de la création comme les médias numériques et les technologies de l'information et des communications ainsi que la recherche et la fabrication dans le secteur pharmaceutique.

Crédits et programmes	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008*		Chiffres réels 2005-2006 \$
		\$	%	Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
FONCTIONNEMENT ET IMMOBILISATIONS						
Programme d'administration du ministère	15 581 300	(22 400)	0 %	15 603 700	13 189 531	13 969 976
Programme Développement économique et commerce	418 895 400	8 504 200	2 %	410 391 200	435 208 792	179 191 305
Total, y compris mandats spéciaux	434 476 700	8 481 800	2 %	425 994 900	448 398 323	193 161 281
Moins : Mandats spéciaux	-	240 775 000	100 %	(240 775 000)	-	-
Total à voter	434 476 700	249 256 800	135 %	185 219 900	448 398 323	193 161 281
Mandats spéciaux	-	(240 775 000)	-100 %	240 775 000	-	-
Crédits législatifs	2 081 187	17 488	1 %	2 063 699	588 504	268 799
Total de ministère – Charges de fonctionnement et immobilisations	436 557 887	8 499 288	2 %	428 058 599	448 986 827	193 430 080
Redressement de consolidation net – Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	8 700 000	1 300 000	18 %	7 400 000	8 216 014	5 436 997
Total, y compris redressement de de consolidation et autres redressements	445 257 887	9 799 288	2 %	435 458 599	457 202 841	198 867 077
ACTIF DE FONCTIONNEMENT						
Programme Développement économique et commerce	147 878 400	20 302 900	16 %	127 575 500	51 958 415	37 006 348
Moins : Mandats spéciaux	-	70 000 000	-100 %	(70 000 000)	-	-
Total à voter – Actif	147 878 400	90 302 900	16 %	57 575 500	51 958 415	37 006 348
Mandats spéciaux	-	(70 000 000)	-100 %	70 000 000	-	-
Total de ministère – Actif de fonctionnement	147 878 400	20 302 900	-100 %	127 575 500	51 958 415	37 006 348

* Les prévisions du dernier exercice sont redressées afin de refléter les changements relatifs à l'organisation du ministère ou à la structure de ses programmes. Les chiffres réels correspondent aux données financières figurant dans le Budget de l'Ontario.

PARTIE II : Données financières détaillées 2008-2009

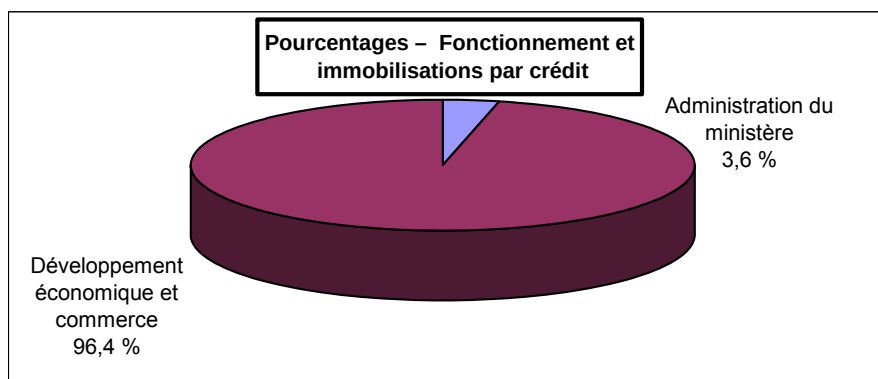
Ministère du Développement
économique et du Commerce

PARTIE II : DONNÉES FINANCIÈRES DÉTAILLÉES 2008-2009

SOMMAIRE – FONCTIONNEMENT ET IMMOBILISATIONS PAR CRÉDIT

Le ministère concentre ses efforts sur les activités qui encouragent une économie prospère et concurrentielle. Pour ce faire, il veille à ce que l'Ontario reste un chef de file de la production automobile en Amérique du Nord grâce à l'innovation et à une main-d'œuvre qualifiée; il cherche à attirer davantage d'investisseurs étrangers et d'emplois spécialisés; il encourage les échanges commerciaux et diversifie les marchés d'exportation de l'Ontario; il soutient une croissance durable et forte dans des secteurs offrant un grand potentiel à l'Ontario, y compris l'automobile propre et autres technologies vertes, la recherche et le développement dans la santé et les biotechnologies, les industries du domaine de la création comme les médias numériques et les technologies de l'information et des communications ainsi que la recherche et la fabrication dans le secteur pharmaceutique.

Crédits et programmes	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
				Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
FONCTIONNEMENT ET IMMOBILISATIONS						
Programme d'administration du ministère	15 581 300	(22 400)	0 %	15 603 700	13 189 531	13 969 976
Programme Développement économique et commerce	418 895 400	8 504 200	2 %	410 391 200	435 208 792	179 191 305
Total, y compris mandats spéciaux	434 476 700	8 481 800	2 %	425 994 900	448 398 323	193 161 281
Moins : Mandats spéciaux	-	240 775 000	-100 %	(240 775 000)	-	-
Total à voter	434 476 700	249 256 800	135 %	185 219 900	448 398 323	193 161 281
Mandats spéciaux	-	(240 775 000)	-100 %	240 775 000	-	-
Crédits législatifs	2 081 187	17 488	1 %	2 063 699	588 504	268 799
Total du ministère – Charges de fonctionnement et immobilisations	436 557 887	8 499 288	2 %	428 058 599	448 986 827	193 430 080
Redressement de consolidation net – Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	8 700 000	1 300 000	18 %	7 400 000	8 216 014	5 436 997
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	445 257 887	9 799 288	2 %	435 458 599	457 202 841	198 867 077
ACTIF DE FONCTIONNEMENT						
Programme Développement économique et commerce	147 878 400	20 302 900	16 %	127 575 500	51 958 415	37 006 348
Moins : Mandats spéciaux	-	70 000 000	-100 %	(70 000 000)	-	-
Total à voter – Actif	147 878 400	90 302 900	157 %	57 575 500	51 958 415	37 006 348
Mandats spéciaux	-	(70 000 000)	-100 %	70 000 000	-	-
Total du ministère – Actif de fonctionnement	147 878 400	20 302 900	16 %	127 575 500	51 958 415	37 006 348



SOMMAIRE – FONCTIONNEMENT PAR CRÉDIT

Crédits et programmes	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
		\$	%	Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
FONCTIONNEMENT						
Programme d'administration du ministère	15 581 300	(22 400)	0 %	15 603 700	13 189 531	13 969 976
Programme Développement économique et commerce	418 895 400	42 284 200	11 %	376 611 200	406 428 792	159 191 305
Total, y compris mandats spéciaux	434 476 700	42 261 800	11 %	392 214 900	419 618 323	173 161 281
Moins : Mandats spéciaux	-	234 775 000	100 %	(234 775 000)	-	-
Total à voter	434 476 700	277 036 800	176 %	157 439 900	419 618 323	173 161 281
Mandats spéciaux	-	(234 775 000)	100 %	234 775 000	-	-
Crédits législatifs	2 081 187	17 488	1 %	2 063 699	588 504	268 799
Total du ministère – Charges de fonctionnement et immobilisations	436 557 887	42 279 288	11 %	394 278 599	420 206 827	173 430 080
Redressement de consolidation net – Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	8 700 000	1 300 000	18 %	7 400 000	8 216 014	5 436 997
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	445 257 887	43 579 288	11 %	401 678 599	428 422 841	178 867 077
ACTIF DE FONCTIONNEMENT						
Programme Développement économique et commerce	147 878 400	20 302 900	16 %	127 575 500	51 958 415	37 006 348
Moins : Mandats spéciaux	-	70 000 000	100 %	(70 000 000)	-	-
Total à voter – Actif	147 878 400	90 302 900	16 %	57 575 500	51 958 415	37 006 348
Mandats spéciaux	-	(70 000 000)	100 %	70 000 000	-	-
Total du ministère – Actif de fonctionnement	147 878 400	20 302 900	16 %	127 575 500	51 958 415	37 006 348

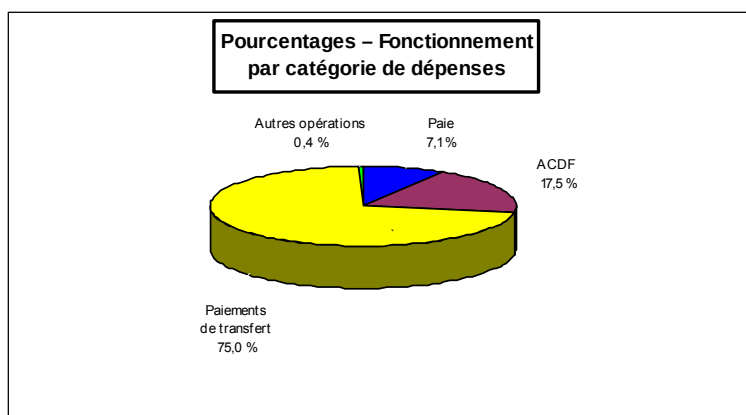
RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2007-2008 \$	Chiffres réels 2006-2007 \$
Total – Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement) *	313 158 599	173 430 080
Budget supplémentaire des dépenses Budget supplémentaire des dépenses 2007-2008	81 120 000	
Total – Charges de fonctionnement (données ayant subi un retraitement)	394 278 599	173 430 080

* Le poste Total – Charges de fonctionnement comprend les sous-postes suivants : Crédits législatifs, Mandats spéciaux et Total à voter – Charges de fonctionnement. Les chiffres réels de 2006-2007 proviennent des Comptes publics.

SOMMAIRE – FONCTIONNEMENT PAR CRÉDIT ET PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Catégorie de dépenses	901 Administration du ministère	902 Développement économique et commerce	Total – Ministère	
	\$	\$	\$	%
Traitements et salaires	7 153 987	20 147 000	27 300 987	6,3 %
Avantages sociaux	844 000	2 538 800	3 382 800	0,8 %
Transports et communications	567 500	7 826 300	8 393 800	1,9 %
Services	6 790 400	58 044 600	64 835 000	14,9 %
Fournitures et matériel	305 600	2 925 800	3 231 400	0,7 %
Paie	-	327 412 900	327 412 900	75,0 %
Autres opérations	1 000	2 000 000	2 001 000	0,4 %
TOTAL	15 662 487	420 895 400	436 557 887	100,0 %
POURCENTAGE DU TOTAL – MINISTÈRE *	3,6 %	96,4 %	100,0 %	100,0 %
ACTIF				
Dépôts et charges payées d'avance	-	6 100 000	6 100 000	4,1 %
Prêts et investissements				
- Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	-	100 000 000	100 000 000	67,6 %
- Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents		12 500 000	12 500 000	8,5 %
- Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	-	29 278 400	29 278 400	19,8 %
TOTAL	-	147 878 400	147 878 400	100,0 %
POURCENTAGE DU TOTAL – MINISTÈRE	0,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %



SOMMAIRE – IMMOBILISATIONS PAR CRÉDIT

Crédits et programmes	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
				Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
		\$	%			
IMMOBILISATIONS						
Programme Développement économique et commerce	-	(33 780 000)	-100 %	33 780 000	28 780 000	20 000 000
Total à voter – Immobilisations	-	(33 780 000)	-100 %	33 780 000	28 780 000	20 000 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

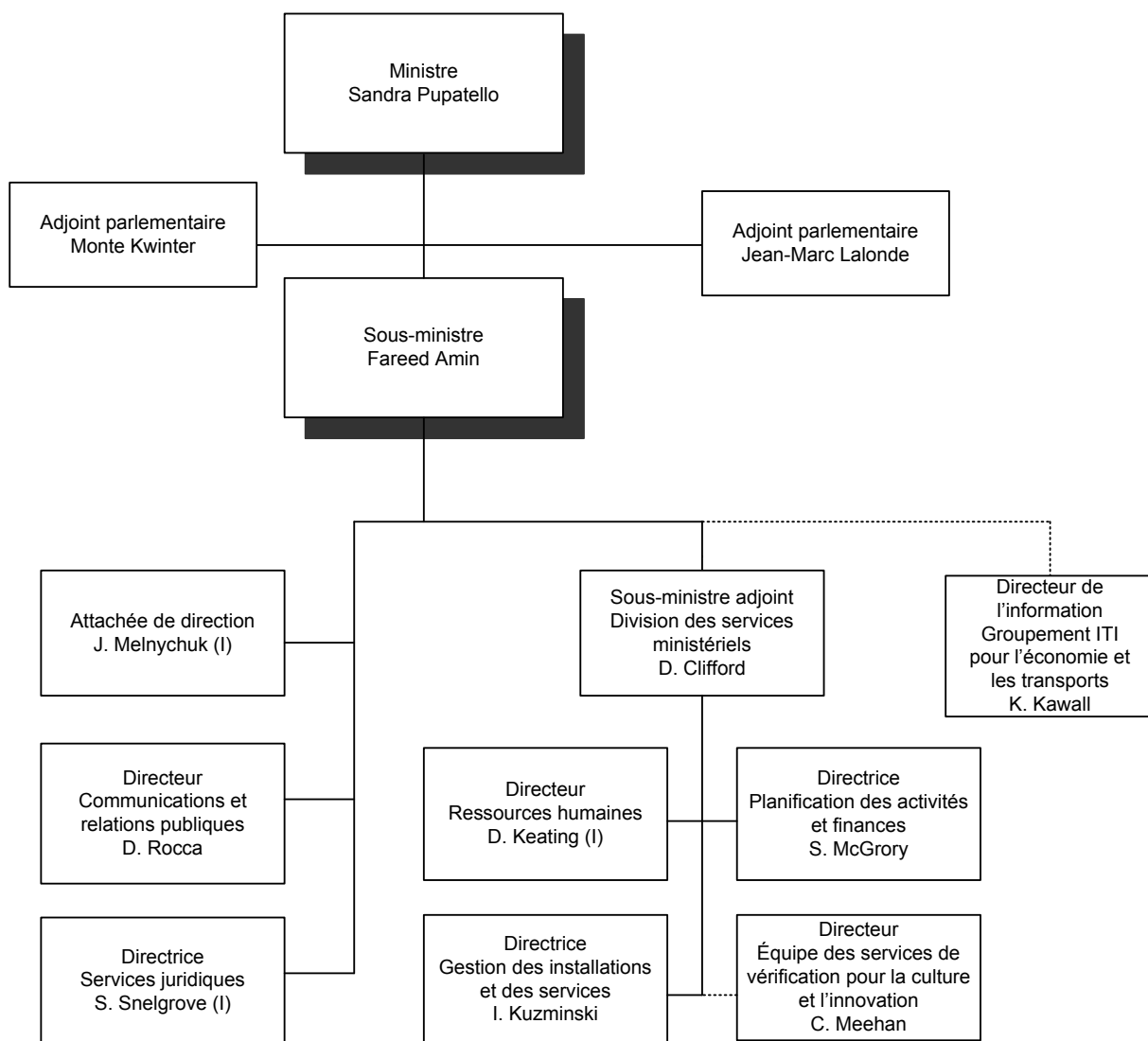
IMMOBILISATIONS	Prévisions 2007-2008 \$	Chiffres réels 2006-2007 \$
Total – Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement) *	6 000 000	20 000 000
Budget supplémentaire des dépenses Budget supplémentaire des dépenses 2007-2008	27 780 000	-
Total – Immobilisations (données ayant subi un retraitement)	33 780 000	20 000 000

* Le poste Total – Immobilisations comprend les sous-postes suivants : Crédits législatifs, Mandats spéciaux et Total à voter – Immobilisations. Les chiffres réels 2006-2007 proviennent des Comptes publics.

Ministère du Développement économique et du Commerce

Programme d'administration du ministère

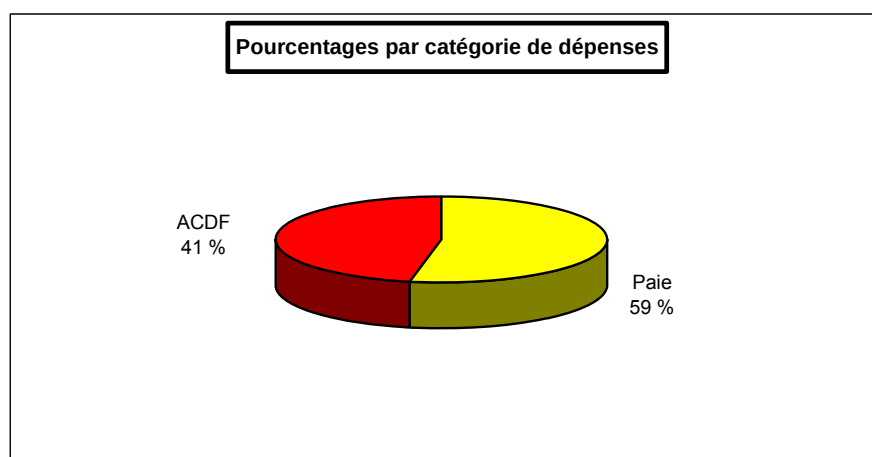
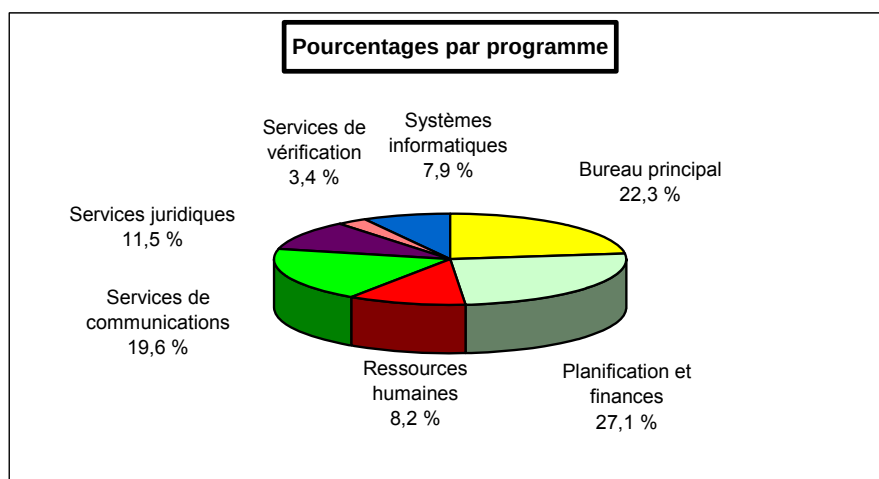
Organigramme 2008-2009



CRÉDIT 901 : PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE

Ce programme offre des services administratifs et juridiques, des services d'information et de planification générale et d'autres services de soutien aux programmes d'activités du ministère et à certains de ses organismes. Il fournit aussi des services de soutien au ministère de la Recherche et de l'Innovation et au ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat. Le programme gère également les engagements financiers en cours de la Société de développement de l'Ontario.

Crédits et programmes	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
		\$	%	Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
FONCTIONNEMENT						
Bureau principal	3 479 700	4 400	0 %	3 475 300	3 011 010	3 168 390
Planification et finances	4 223 600	(47 900)	-1 %	4 271 500	3 271 136	4 071 496
Ressources humaines	1 283 100	(366 300)	-22 %	1 649 400	1 337 752	1 372 648
Services de communication	3 050 000	97 900	3 %	2 952 100	2 859 564	2 674 696
Services juridiques	1 784 200	178 800	11 %	1 605 400	1 520 258	1 703 154
Services de vérification	525 500	110 700	27 %	414 800	412 322	340 022
Systèmes informatiques	1 235 200	-	0 %	1 235 200	777 489	639 570
Total – Administration du ministère	15 581 300	(22 400)	0 %	15 603 700	13 189 531	13 969 976
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	983	2 %	46 858	47 841	40 153
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	16 505	104 %	15 841	22 642	15 382
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	0 %	1 000	-	-
Total – Fonctionnement	15 662 487	(4 912)	0 %	15 667 399	13 260 014	14 025 511
Moins : Mandats spéciaux	-	7 500 000	-100 %	(7 500 000)	-	-
Moins : Crédits législatifs	(81 187)	(17 488)	27 %	(63 699)	(70 483)	(55 535)
TOTAL À VOTER	15 581 300	7 477 600	92 %	8 103 700	13 189 531	13 969 976



CRÉDIT/POSTE : 901-1						
CRÉDIT : ADMINISTRATION DU MINISTÈRE						
POSTE : BUREAU PRINCIPAL						
TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT						
Catégorie de dépenses	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
		\$	%	Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
Traitements et salaires	2 032 700	10 300	1 %	2 022 400	2 172 940	2 044 676
Avantages sociaux	229 000	4 100	2 %	224 900	194 456	224 972
Transports et communications	257 500	-	0 %	257 500	137 221	183 474
Services	858 000	(10 000)	-1 %	868 000	441 566	638 126
Fournitures et matériel	102 500	-	0 %	102 500	64 827	77 142
<u>Crédits législatifs</u>						
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	983	2 %	46 858	47 841	40 153
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	16 505	104 %	15 841	22 642	15 382
Total partiel	3 559 887	21 888	1 %	3 537 999	3 081 493	3 223 925
Moins : Crédits législatifs	(80 187)	(17 488)	28 %	(62 699)	(70 483)	(55 535)
TOTAL	3 479 700	4 400	0 %	3 475 300	3 011 010	3 168 390

EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2007-2008

Montant (\$)

Nouvelles approbations :

- Augmentation des crédits législatifs
- Soutien au Bureau du ministre

17 488
26 300

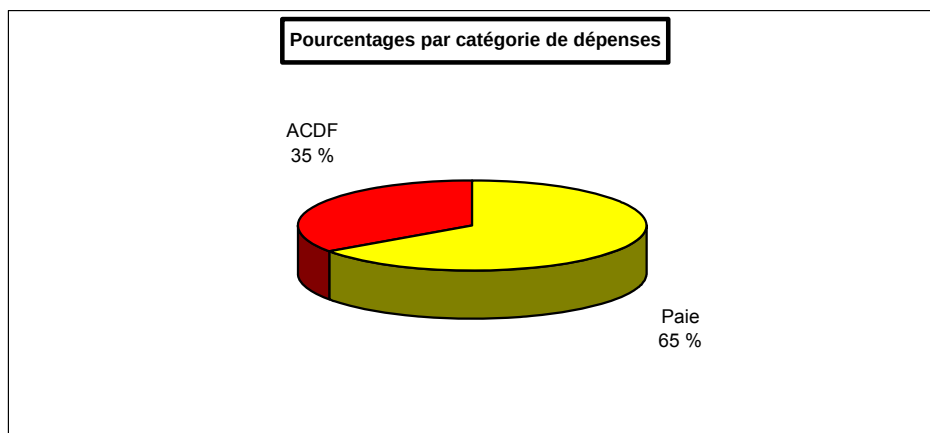
Transferts :

- Au ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat relativement aux locaux

(21 900)

Total

21 888



CRÉDIT 901 : PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
POSTE 1 : BUREAU PRINCIPAL
TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT

CONTEXTE

Le Bureau principal comprend le Bureau du ministre ainsi que ceux des adjoints parlementaires, du sous-ministre et du sous-ministre adjoint de la Division des services ministériels.

OBJECTIFS

Assurer le leadership et la direction de tous les programmes et de toutes les politiques du ministère.

Assurer l'administration de haute direction de la Division des services ministériels.

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS

Par l'intermédiaire des bureaux du ministre, des adjoints parlementaires et du sous-ministre :

- diriger les activités d'ensemble du ministère et de ses organismes;
- représenter les intervenants et les programmes du ministère auprès du Conseil des ministres, des comités du Conseil des ministres et des organismes centraux.

Par l'intermédiaire du bureau du sous-ministre adjoint, Division des services ministériels :

- assurer la direction et la coordination des services de soutien administratif ministériel pour le ministère du Développement économique et du Commerce (MDEC), le ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat (MPEE) et le ministère de la Recherche et de l'Innovation (MRI), notamment :
 - o les ressources humaines et les services aux employés;
 - o la planification des activités et les finances;
 - o la gestion des installations, de la qualité et des services de TI;
 - o la gestion de l'information et des dossiers et de l'accès à l'information.

En outre, le MDEC offre certains services au ministère du Tourisme et au ministère de l'Énergie.

CRÉDIT/POSTE : 901-1						
CRÉDIT : ADMINISTRATION DU MINISTÈRE						
POSTE : PLANIFICATION ET FINANCES						
TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT						
Catégorie de dépenses	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
				Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
Traitements et salaires	2 395 300	1 100	0 %	2 394 200	2 171 015	2 011 279
Avantages sociaux	280 900	(1 200)	0 %	282 100	273 699	200 541
Transports et communications	122 000	-	0 %	122 000	29 019	20 727
Services	1 331 900	(47 800)	-3 %	1 379 700	679 579	1 727 947
Fournitures et matériel	93 500	-	0 %	93 500	117 824	111 002
Autres opérations	100 000	-	0 %	100 000	-	-
Moins : Recouvrements	(100 000)	-	0 %	(100 000)	-	-
<u>Crédits législatifs</u>						
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	0 %	1 000	-	-
Total partiel	4 224 600	(47 900)	-1 %	4 272 500	3 271 136	4 071 496
Moins : Crédits législatifs	(1 000)	-	0 %	(1 000)	-	-
TOTAL	4 223 600	(47 900)	-1 %	4 271 500	3 271 136	4 071 496

EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2007-2008

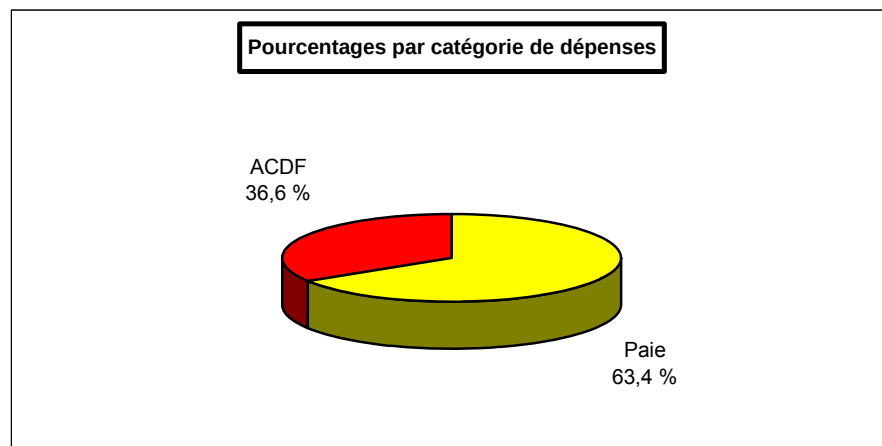
Montant (\$)

Transferts :

- Au ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat
relativement aux locaux

(47 900)

Total

(47 900)


CRÉDIT 901 : PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE

POSTE 1 : PLANIFICATION ET FINANCES

TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT

OBJECTIFS

Les services de planification et des finances sont fournis par deux directions du ministère :

- la Direction de la planification des activités et des finances,
- la Direction de la gestion des services et des installations.

Ce sous-poste comprend également la Société de développement de l'Ontario, qui réduit progressivement ses activités.

La Direction de la planification des activités et des finances offre au ministère du Développement économique et du Commerce (MDEC), au ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat (MPEE) et au ministère de la Recherche et de l'Innovation (MRI) des conseils stratégiques et du soutien en matière de :

- gestion des ressources et d'élaboration des programmes par le truchement de la coordination de la planification des activités, de la mesure du rendement et de la planification financière;
- services de contrôle financier et de coordination de la prestation efficace et efficiente des services financiers et d'achat qu'offrent les Services communs de l'Ontario (SCO) au MDEC, au MPEE et au MRI;
- services de gestion financière afin d'assurer, pour le compte des ministères et de certaines sociétés d'État, l'exactitude des dépenses budgétaires, l'intégrité financière, la reddition de comptes et l'utilisation appropriée des fonds publics;
- gestion efficace des relations avec les fournisseurs de services (p. ex., Services communs de l'Ontario) pour s'assurer de répondre aux besoins du ministère.

La Direction de la gestion des services et des installations offre des services à valeur ajoutée et une expertise à l'appui des priorités des ministères clients.

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS

Planification des activités et affectation des ressources pour le MDEC, le MPEE et le MRI

- Coordonner le processus de planification des activités et d'affectation des ressources, dont la présentation de la planification axée sur les résultats au Conseil du Trésor/Conseil de gestion aux fins d'approbation.
- Assurer la planification financière pluriannuelle ainsi que le contrôle de la gestion des dépenses en cours d'exercice et la préparation de rapports.
- Coordonner la préparation des documents en vue de la discussion sur le budget des dépenses, dont le Document d'information sur le budget des dépenses et la planification axée sur les résultats.
- Coordonner la préparation et l'approbation de tous les documents présentés au Conseil du Trésor ou au Conseil de gestion.
- Coordonner l'élaboration des mesures du rendement et la préparation de rapports.
- Conseiller et appuyer la direction et le personnel en ce qui concerne l'exécution des programmes du ministère.

Services de contrôle financier et d'approvisionnement et services financiers pour le MDEC, le MPEE et le MRI.

- Élaborer et mettre à jour les politiques et méthodes en matière de finances et d'approvisionnement des ministères.
- Fournir des services de contrôle financier : conseils et formation aux secteurs de programmes concernant les politiques et méthodes financières d'approvisionnement ainsi que l'information financière et celle relative à l'approvisionnement.
- Coordonner la prestation en temps opportun de services de comptabilité et d'approvisionnement de qualité aux secteurs de programmes par les Services communs de l'Ontario. Ces services comprennent les comptes créditeurs, les comptes d'avance, les cartes d'entreprise, les comptes débiteurs et les revenus, les approvisionnements en biens et services et le rapprochement des comptes d'avance et des revenus.
- Diriger ou coordonner l'entretien constant du Système intégré de gestion de l'information financière (SIGIF) de la FPO pour le MDEC, le MPEE et le MRI, y compris les liens vers d'autres applications du ministère (p. ex., RIRH, SYSPAI, système eDA, SGAIC), la mise en œuvre des nouvelles fonctions (s'il y a lieu) et la formation du personnel.
- Fournir des rapports financiers ministériels aux organismes centraux (p.ex., comptes publics).

La Direction de la gestion des services et des installations fournit des services complets au MDEC, au MRI et au MPEE et certains services au Secrétariat du nouveau démocratique (SRD), au ministère des Affaires gouvernementales (MAG), au ministère du Tourisme et au ministère de l'Énergie.

Gestion des installations

- Fournir des locaux et des services de télécommunication, de planification d'urgence et de sécurité.
- Élaborer et mettre en œuvre des systèmes de soutien en matière de locaux, d'aménagement des installations, d'évacuation/incendie et de sécurité.

Gestion de la qualité et des services de TI

- Diriger l'élaboration et la mise en œuvre des initiatives de promotion de la qualité du gouvernement et du ministère.
- Accroître la mobilisation des employés au moyen de programmes de reconnaissance officiels.
- S'assurer que nos ministères reçoivent en temps opportun des services de TI uniformes de qualité à un coût raisonnable, qui répondent à leurs besoins.
- Gérer les ententes sur les niveaux de service en partenariat avec le groupement TI et les Services communs de l'Ontario.

Gestion de l'information et des dossiers

- Jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets de réorganisation du ministère, notamment du Projet de gestion électronique des relations avec la clientèle.
- Mettre en place et tenir à jour les programmes et les initiatives de gestion de l'information/des dossiers du ministère conformément aux normes et aux directives ministérielles.

Accès à l'information

- Gérer un programme complet d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels en conformité avec les échéances prévues par la loi.
- Fournir des conseils et des recommandations à la haute direction et au secteur des programmes concernant l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.

Société de développement de l'Ontario

La Société de développement de l'Ontario (SDO) agira en tant qu'agent de sécurité dans le cadre de la Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe (SISFP), un nouveau programme de prêts essentiel pour attirer les investissements dans les nouvelles technologies et les nouveaux procédés.

La SDO continuera également de réduire progressivement certains investissements en cours faits dans le cadre de programmes créés au début des années 1990 qui ont été abandonnés en 1995.

CRÉDIT/POSTE : 901-1						
CRÉDIT : ADMINISTRATION DU MINISTÈRE						
POSTE : RESSOURCES HUMAINES						
TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT						
Catégorie de dépenses	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
		\$	%	Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
Traitements et salaires	825 200	(275 700)	-25 %	1 100 900	930 744	928 016
Avantages sociaux	101 700	(41 300)	-29 %	143 000	116 461	122 011
Transports et communications	35 300	-	0 %	35 300	23 385	19 257
Services	292 600	(49 300)	-14 %	341 900	226 096	237 075
Fournitures et matériel	28 300	-	0 %	28 300	41 066	66 289
TOTAL	1 283 100	(366 300)	-22 %	1 649 400	1 337 752	1 372 648

EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2007-2008

Montant (\$)

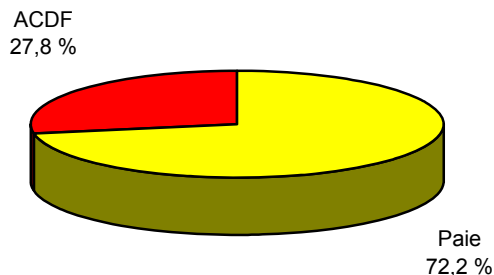
Transferts :

- Au ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat (16 200)

relativement aux locaux

- Au ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs

relativement à la réorganisation des ressources humaines (350 100)

Total (366 300)
Pourcentages par catégorie de dépenses


CRÉDIT 901 : PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE

POSTE 1 : RESSOURCES HUMAINES

TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT

OBJECTIFS

La Direction des ressources humaines joue un rôle de premier plan auprès de la haute direction du ministère pour l'aider à atteindre les objectifs et les résultats fonctionnels du ministère grâce à la définition et à la mise en œuvre de stratégies de ressources humaines et de services tels la gestion du talent et du rendement, la diversité, la conception et le développement organisationnels, les stratégies de planification de la main-d'œuvre, la capacité et l'engagement organisationnels, les stratégies de santé et de bien-être, les relations stratégiques de travail et le courtage de services et de ressources auprès de la communauté des ressources humaines de la FPO. Ces services viennent appuyer nos ministères clients : MDEC, MPEE et MRI.

Ces objectifs sont les suivants :

Excellence des services à la clientèle : nos services seront conçus en vue de répondre de façon positive, coopérative, souple et innovatrice aux besoins des clients, conformément aux politiques et aux pratiques de la FPO.

Partenaires ministériels : nous serons un partenaire à valeur ajoutée dont les cadres hiérarchiques sollicitent les idées à l'étape préliminaire de tout processus de prise de décisions opérationnelles.

Moteurs de changement : nous utiliserons des techniques et des technologies de pointe pour faire en sorte que nos services soutiennent et facilitent la mise en œuvre des changements positifs apportés aux programmes opérationnels, changements qui seront acceptés au sein de la communauté des ressources humaines de la PFO comme des pratiques exemplaires.

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS

Services en matière de ressources humaines

- Fournir des conseils et des services stratégiques sur le recrutement des ressources humaines, la dotation en personnel, la conception des tâches, l'évaluation et la classification, l'aménagement organisationnel et la restructuration, la santé et la sécurité afin d'appuyer la planification des activités et la prestation des programmes.
- Fournir à la direction des services d'embauche, de rémunération et de relations avec le personnel.
- Assurer la gestion des services liés à la paie et aux avantages sociaux.

- Appuyer les initiatives ministérielles en matière de ressources humaines.
- Interpréter les politiques et méthodes relatives à la gestion des ressources humaines du ministère.

Initiatives en matière de ressources humaines

- Élaborer, améliorer et mettre en œuvre les initiatives ministérielles à l'appui du plan de ressources humaines de la FPO, telles que la gestion du talent et du rendement, la diversité, ainsi que la reconnaissance et l'engagement des employés.
- Préparer des rapports sur les progrès du ministère et les mesures du rendement relatives aux priorités du ministère et au plan de ressources humaines de la FPO.
- Superviser le processus annuel des programmes de gestion du talent et du rendement.
- Analyser les tendances et les lacunes au sein de la main-d'œuvre du ministère ainsi que les occasions qui s'offrent à elle et travailler avec les secteurs d'activités à l'élaboration de stratégies.
- Gérer l'information relative à la main-d'œuvre du ministère, y compris le contrôle de l'ETP, la gestion des postes et les données du Réseau d'information sur les ressources humaines (RIRH).

CRÉDIT/POSTE : 901-1						
CRÉDIT : ADMINISTRATION DU MINISTÈRE						
POSTE : SERVICES DE COMMUNICATION						
TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT						
Catégorie de dépenses	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
				Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
Traitements et salaires	1 820 600	79 700	5 %	1 740 900	1 695 403	1 685 371
Avantages sociaux	232 400	9 700	4 %	222 700	204 302	205 181
Transports et communications	77 700	5 000	7 %	72 700	46 591	31 141
Services	868 000	2 500	0 %	865 500	872 479	699 395
Fournitures et matériel	51 300	1 000	2 %	50 300	40 789	53 608
TOTAL	3 050 000	97 900	3 %	2 952 100	2 859 564	2 674 696

EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2007-2008

Montant (\$)

Nouvelles approbations :

- Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents

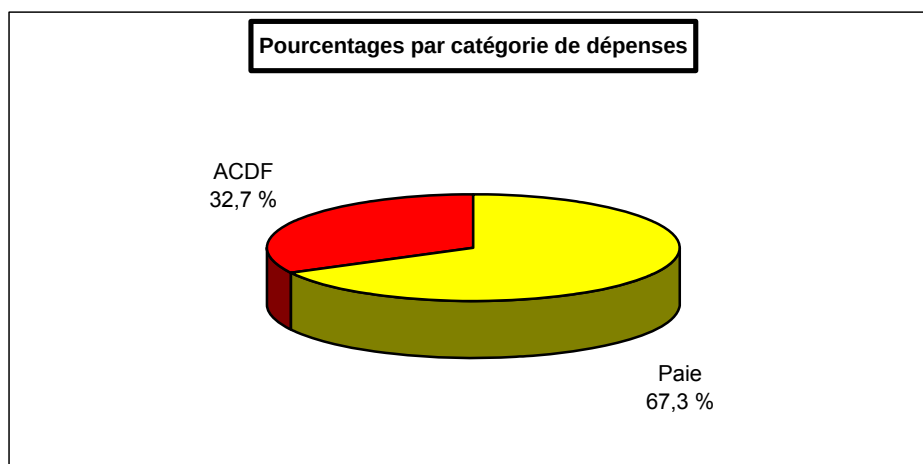
115 400

Transferts :

- Au ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat
relativement aux locaux

(17 500)

Total

97 900


CRÉDIT 901 : PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE

POSTE 1 : SERVICES DE COMMUNICATION

TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT

OBJECTIFS

Fournir des conseils et des services opportuns et judicieux en matière de communication afin d'appuyer les objectifs du ministère. Promouvoir le climat propice aux affaires de l'Ontario. Présenter l'Ontario, au Canada et à l'étranger, comme un endroit exceptionnel où investir.

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS

- Par le biais du marketing des programmes ministériels, de discours, de communiqués de presse, d'Internet, de sites Web, de la correspondance, d'enquêtes publiques, des publications du ministère et du MPEE et d'événements spéciaux, coordonner la communication des messages clés aux parties intéressées et au grand public.
- Par le biais de la planification des communications, de la surveillance des médias, de notes d'information, de notes d'allocution, de communiqués de presse, de la planification d'activités (dont les tournées locales) et de la gestion des questions d'actualité, fournir des conseils et des services stratégiques en matière de communication au premier ministre, au ministre du Développement économique et du Commerce, au ministre des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat, aux adjoints parlementaires, au sous-ministre et aux membres de la haute direction.
- Assurer la liaison avec le Bureau du Conseil des ministres ou le Cabinet du premier ministre en ce qui a trait aux communications stratégiques touchant plusieurs ministères.
- Assurer les relations avec les médias en ce qui concerne les stratégies clés de communication du ministère et du gouvernement.
- Gérer le système de correspondance ministériel.
- Coordonner le système de gestion des questions d'actualité en fournissant des conseils éclairés en temps opportun.
- Assurer la direction et la gestion des sites Web et intranet des ministères.
- Fournir un appui en matière de marketing stratégique aux programmes par le truchement de la planification des publications, des événements spéciaux et des documents.
- Appuyer la planification des communications pour aider les secteurs de programmes ministériels à gérer les intervenants.
- Coordonner les services en français.

CRÉDIT/POSTE : 901-1						
CRÉDIT : ADMINISTRATION DU MINISTÈRE						
POSTE : SERVICES JURIDIQUES						
TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT						
Catégorie de dépenses	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
				Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
Traitements et salaires	-	-	0 %	-	-	-
Avantages sociaux	-	-	0 %	-	-	-
Transports et communications	25 000	-	0 %	25 000	10 260	9 734
Services	1 749 200	178 800	11 %	1 570 400	1 487 727	1 665 854
Fournitures et matériel	10 000	-	0 %	10 000	22 271	27 566
TOTAL	1 784 200	178 800	11 %	1 605 400	1 520 258	1 703 154

EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2007-2008

Montant (\$)

Nouvelles approbations :

- Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents

186 300

Transferts :

- Au ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat
relativement aux locaux

(7 500)

Total

178 800

CRÉDIT 901 : PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE

POSTE 1 : SERVICES JURIDIQUES

TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT

MANDAT

La Direction des services juridiques fournit des services juridiques au MDEC, au MPEE, au MRI, au MAI et aux organismes connexes.

OBJECTIFS

- Fournir des services juridiques de qualité au MDEC, au MPEE, au MRI, au MAI et aux organismes connexes.
- S'assurer que les clients du ministère sont bien informés des répercussions juridiques de leurs programmes, initiatives et politiques de manière que les objectifs du gouvernement puissent être réalisés efficacement et prudemment.

CLIENTS

- Toutes les divisions du MDEC, du MPEE, du MRI, du MAI et les organismes connexes.
- La Direction des services juridiques est aussi invitée à fournir des services juridiques spécialisés à d'autres ministères et à leurs organismes, notamment en matière de droit des sociétés, et peut aussi être invitée à participer aux initiatives prioritaires du gouvernement.

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS

Pour le MDEC, le MPEE, le MRI et le MAI :

- fournir aux ministres, aux adjoints parlementaires, aux sous-ministres, aux chefs d'organismes et aux cadres supérieurs des conseils juridiques stratégiques sur les programmes, les activités et les questions relatives aux organismes;
- rédiger et réviser des documents et des accords commerciaux;
- examiner les documents relatifs aux appels d'offres afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux lois et aux lignes directrices du gouvernement en vigueur;
- procéder à des négociations pour le compte des clients ministériels;
- fournir un soutien juridique aux initiatives de politiques du ministère;
- rédiger des lois, des règlements et des décrets;
- assurer la liaison entre le ministère et les avocats de l'extérieur sur des questions de contentieux;
- au besoin, participer aux équipes de projet du ministère;
- offrir des séances d'information sur des questions d'ordre juridique et politique importantes pour les clients.

CRÉDIT/POSTE : 901-1						
CRÉDIT : ADMINISTRATION DU MINISTÈRE						
POSTE : SERVICES DE VÉRIFICATION						
TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT						
Catégorie de dépenses	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
		\$	%	Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
Traitements et salaires	-	-	0 %	-	-	-
Avantages sociaux	-	-	0 %	-	-	-
Transports et communications	25 000	-	0 %	25 000	-	-
Services	490 500	110 700	29 %	379 800	412 322	340 022
Fournitures et matériel	10 000	-	0 %	10 000	-	-
TOTAL	525 500	110 700	27 %	414 800	412 322	340 022

EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2007-2008

Montant (\$)

Nouvelles approbations :

- Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents

110 700

Total

110 700

CRÉDIT 901 : PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE

POSTE 1 : SERVICES DE VÉRIFICATION

TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT

DESCRIPTION

La Division de la vérification interne de l'Ontario fournit des services de consultation à valeur ajoutée sur les risques et les activités, ainsi que des services indépendants et objectifs d'assurance aux ministères et aux organismes du gouvernement de l'Ontario. L'objectif global de la Division de la vérification interne de l'Ontario est de veiller à ce que les plans et les processus de gestion des risques et de contrôle financier du gouvernement de l'Ontario répondent aux normes les plus élevées d'intégrité, de reddition de comptes et de transparence.

Elle aide les organismes à atteindre leurs objectifs en proposant une démarche systématique et rigoureuse pour évaluer et améliorer l'efficacité des processus de gestion du risque, de contrôle et de gouvernance. Son rôle est d'appuyer la direction en cernant les secteurs les plus vulnérables de l'organisme et en établissant les façons de resserrer la gouvernance et le contrôle. Pour y parvenir, elle fournit des services professionnels, dont les suivants :

Services de certification :

- vérifications de l'optimisation des ressources;
- vérifications des contrôles financiers internes;
- vérifications de la conformité;
- enquêtes en matière judiciaire et de fraude et examens spéciaux.

Services de consultation et d'aide :

- évaluations des risques et examens de contrôle;
- conseils en matière de gouvernance, de contrôle financier, de reddition de comptes et de bonnes pratiques commerciales;
- formation et éducation sur les risques et le contrôle;
- conseils et liaison dans le cadre des vérifications menées par le Bureau du vérificateur général de l'Ontario;
- projets spéciaux.

Services de gestion de l'information et de technologie de l'information :

- services de vérification spécialisée, d'évaluation des risques et de consultation eu égard aux projets de GI et de TI, y compris les nouveaux systèmes en construction, la gestion des projets de systèmes informatiques et de TI, la sécurité de l'information et de l'infrastructure, de même que les activités liées à la TI.

CRÉDIT/POSTE : 901-1 CRÉDIT : ADMINISTRATION DU MINISTÈRE POSTE : SYSTÈMES INFORMATIQUES TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT						
Catégorie de dépenses	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
		\$	%	Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
Traitements et salaires	-	-	0 %	-	-	-
Avantages sociaux	-	-	0 %	-	-	-
Transports et communications	25 000		0 %	25 000	-	-
Services	1 200 200	-	0 %	1 200 200	777 489	639 570
Fournitures et matériel	10 000	-	0 %	10 000	-	-
TOTAL	1 235 200	-	0 %	1 235 200	777 489	639 570

CRÉDIT 901 : PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE

POSTE 1 : SYSTÈMES INFORMATIQUES

TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT

OBJECTIFS

Le Groupement ITI de l'économie et des transports offre son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (I&IT) aux ministères du Développement économique et du Commerce (MDEC), de la Recherche et de l'Innovation (MRI), des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat (MPEE), de l'Énergie (ÉNERGIE), du Travail (MTR) et des Transports (MTO). Le Groupement permet aux ministères de s'acquitter de leurs activités de base et de réaliser les éléments de leur planification axée sur les résultats en gérant de façon efficace les ressources en information et technologie de l'information.

En partenariat avec les ministères clients, le Groupement planifie les investissements en ITI des ministères et fournit ses services tout en mesurant et en améliorant continuellement son rendement. Pour améliorer la prestation des programmes, générer de nouvelles occasions d'affaires et mieux servir ses clients, le Groupement s'attache à moderniser les pratiques, les systèmes et les applications des ministères dans le domaine de l'information. Le Groupement est hébergé par le ministère des Transports.

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS

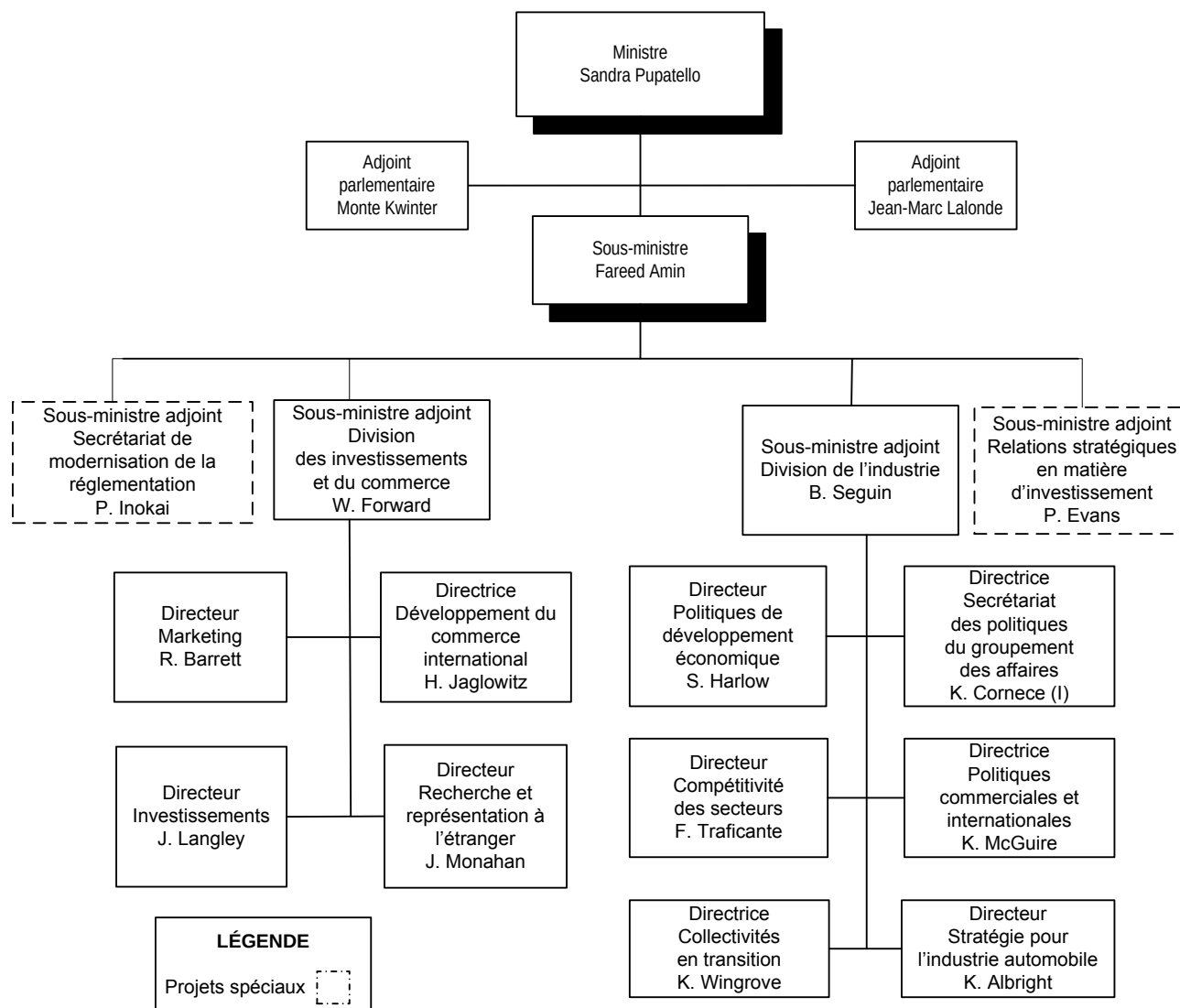
Le Groupement ITI de l'économie et des transports fournit une expertise, des solutions novatrices et des services de qualité en ITI, notamment les suivants :

- planification;
- gestion de projet;
- analyse des activités et des besoins;
- mise au point et maintenance d'applications;
- solutions d'affaires;
- gestion de services, y compris des services de courtage pour les services d'infrastructure, des services de dépannage, des services de soutien et des services de bureautique.

Ministère du Développement économique et du Commerce

Programme Développement économique et commerce

Organigramme 2008-2009



CRÉDIT 902 : PROGRAMME DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il dirige l'élaboration des politiques économiques gouvernementales; il encourage l'innovation; il soutient le développement communautaire, sectoriel et industriel; il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié où investir et il aide les investisseurs qui souhaitent s'installer dans la province et y étendre leurs activités; il attire les investissements dans les secteurs stratégiques, comme l'automobile propre et les autres technologies vertes, la recherche et le développement dans la santé et les biotechnologies, les industries du domaine de la création comme les médias numériques et les technologies de l'information et des communications, ainsi que la recherche et la fabrication dans le secteur pharmaceutique; il stimule les exportations internationales de l'Ontario en aidant les PME de la province à exporter sur les marchés mondiaux et il rehausse le profil international de l'Ontario en représentant la province sur les principaux marchés internationaux.

Crédit et programme	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
		\$	%	Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
FONCTIONNEMENT						
Stratégie du développement des secteurs industriels	354 196 900	35 707 200	11 %	318 489 700	356 759 950	116 905 978
Investissements et commerce	64 698 500	6 577 000	11 %	58 121 500	49 668 842	42 285 327
Total, y compris mandats spéciaux	418 895 400	42 284 200	11 %	376 611 200	406 428 792	159 191 305
Moins : Mandats spéciaux	-	227 275 000	-100 %	(227 275 000)	-	-
Total à voter – Fonctionnement	418 895 400	269 559 200	181 %	149 336 200	406 428 792	159 191 305
Mandats spéciaux	-	(227 275 000)	-100 %	227 275 000	-	-
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000 000	-	0 %	2 000 000	518 021	213 264
Total du programme – Fonctionnement	420 895 400	42 284 200	11 %	378 611 200	406 946 813	159 404 569

Crédit et programme	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
				Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
		\$	%			
ACTIF DE FONCTIONNEMENT						
Programme Développement économique et commerce	147 878 400	20 302 900	16 %	127 575 500	51 958 415	37 006 348
Total, y compris mandats spéciaux	147 878 400	20 302 900	16 %	127 575 500	51 958 415	37 006 348
Moins : Mandats spéciaux	-	70 000 000	-100 %	(70 000 000)	-	-
Total à voter – Actif de fonctionnement	147 878 400	90 302 900	157 %	57 575 500	51 958 415	37 006 348
Mandats spéciaux	-	(70 000 000)	-100 %	70 000 000	-	-
Total – Actif de fonctionnement	147 878 400	20 302 900	16 %	127 575 500	51 958 415	37 006 348

Crédit et programme	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
				Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
		\$	%			
IMMOBILISATIONS						
Programme Développement économique et commerce	-	(33 780 000)	-100 %	33 780 000	28 780 000	20 000 000
Total à voter – Immobilisations	-	(33 780 000)	-100 %	33 780 000	28 780 000	20 000 000

CRÉDIT/POSTE : 902-1 CRÉDIT : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE POSTE : STRATÉGIE DU DÉVELOPPEMENT DES SECTEURS INDUSTRIELS TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT						
Catégorie de dépenses	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
		\$	%	Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
Traitements et salaires	8 572 800	1 958 700	30 %	6 614 100	6 986 526	5 521 429
Avantages sociaux	1 077 300	254 000	31 %	823 300	807 847	651 745
Transports et communications	1 117 900	310 500	38 %	807 400	340 235	336 366
Services	15 760 400	12 579 800	396 %	3 180 600	2 765 273	5 430 404
Fournitures et matériel	455 600	76 000	20 %	379 600	331 542	245 203
PAIEMENTS DE TRANSFERT						
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe – Bonifications d'intérêts	17 690 500	-	0 %	17 690 500	10 715 705	2 007 051
Centre pour l'innovation de la gouvernance internationale	-	-	-	-	17 000 000	-
Initiatives visant la compétitivité et la prospérité	-	(2 220 000)	-100 %	2 220 000	2 220 000	-
Subventions à l'appui du développement de l'industrie	100 000	-	0 %	100 000	1 352 951	309 902
Institute for Competitiveness and Prosperity	1 000 000	-	0 %	1 000 000	916 750	1 000 000
Fonds d'investissements stratégiques dans des grands projets	5 016 400	(7 041 200)	-58 %	12 057 600	11 534 794	9 838 990
Soutien au secteur manufacturier	-	(25 500 000)	-100 %	25 500 000	25 500 000	-
Soutien à la formation dans le secteur manufacturier	-	(53 400 000)	-100 %	53 400 000	53 400 000	-
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents	125 900 000	125 900 000	100 %	-	-	-
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents – Bonifications d'intérêts	100 000	100 000	-	-	-	-
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	108 327 000	5 576 100	5 %	102 750 900	119 473 966	59 702 470
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile – Bonifications d'intérêts	24 147 000	(1 118 700)	-4 %	25 265 700	22 196 876	23 491 245
Stratégie de redressement économique régional et local	2 000 000	-	0 %	2 000 000	8 822 900	1 550 600
Soutien financier aux ventes	-	-	-	-	17 856 147	-
Investissement stratégique dans le secteur de la fabrication	40 832 000	(20 668 000)	-34 %	61 500 000	54 147 838	5 125 506
Investissement dans les compétences stratégiques	2 100 000	(1 100 000)	-34 %	3 200 000	390 600	1 695 067
Total	354 196 900	35 707 200	11 %	318 489 700	356 759 950	116 905 978
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000 000	-	0 %	2 000 000	518 021	-
Total – Industrie	356 196 900	35 707 200	11 %	320 489 700	357 277 971	116 905 978
Moins : Crédits législatifs	(2 000 000)	-	0 %	(2 000 000)	(518 021)	-
TOTAL À VOTER	354 196 900	35 707 200	11 %	318 489 700	356 759 950	116 905 978

EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2007-2008
Montant (\$)
Nouvelles approbations :

- Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents	129 835 000
- Fonds de développement de l'Est de l'Ontario	10 000 000

Transferts :

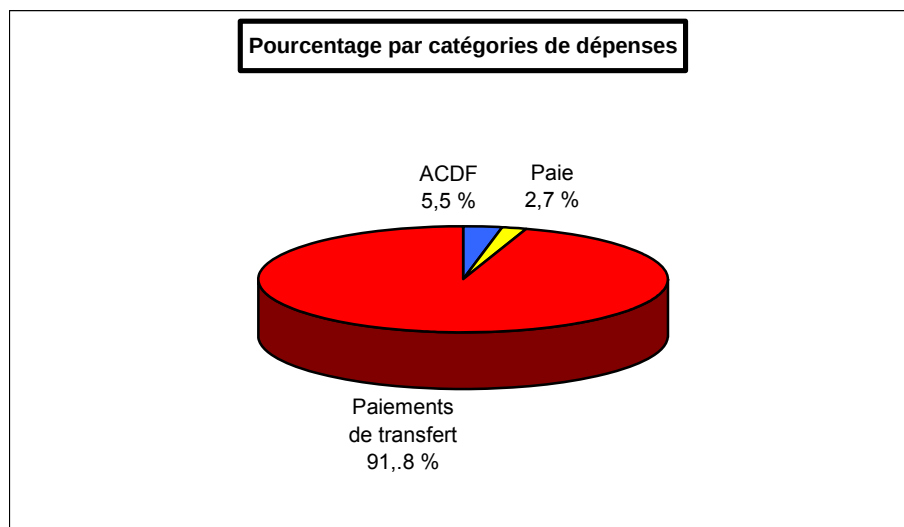
- Au ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat relativement aux locaux	(51 000)
---	----------

Annualisations :

- Soutien à la formation dans le secteur manufacturier	(53 400 000)
- Soutien au secteur manufacturier	(25 500 000)
- Investissement stratégique dans le secteur de la fabrication	(20 668 000)
- Fonds d'investissements stratégiques dans des grands projets	(7 041 200)
- Initiatives visant la compétitivité et la prospérité	(2 220 000)
- Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile – Bonifications d'intérêts	(1 118 700)
- Investissement dans les compétences stratégiques	(1 100 000)
- Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	5 576 100

Réaffectation au sein du ministère :

- Initiative de modernisation de la réglementation	1 100 000
- Stratégie de redressement économique régional et local	295 000

Total
35 707 200


**CRÉDIT 902 : PROGRAMME DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET COMMERCE**

POSTE 1 : INDUSTRIE

TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT

DESCRIPTION

Le poste Industrie se rapporte à deux stratégies du ministère :

- développement des secteurs industriels;
- l'investissement dans l'industrie automobile.

La Stratégie du développement des secteurs industriels appuie une forte croissance de l'emploi, l'analyse de l'économie et des politiques, l'élimination des obstacles aux investissements des entreprises et les améliorations de l'infrastructure.

Étroitement liée à la Stratégie du développement des secteurs industriels, la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile se concentre sur un secteur d'importance stratégique clé pour l'Ontario. La stratégie vise à faire en sorte que l'Ontario demeure un chef de file nord-américain dans le secteur de la production automobile en attirant des investissements importants au moyen de l'innovation, de la formation professionnelle stratégique et de l'infrastructure publique.

Parmi les clients, citons :

- le ministre du Développement économique et du Commerce, d'autres ministères chargés du développement économique, le ministère des Finances, le Bureau du Conseil des ministres et le Cabinet du Premier ministre;
- le gouvernement fédéral et d'autres gouvernements provinciaux, des municipalités et des groupements économiques communautaires et régionaux;
- des organismes externes en matière de politiques de développement économique et des associations sectorielles et commerciales, telles que Manufacturiers et exportateurs du Canada, l'Ontario Chamber of Commerce, l'Economic Developers Council of Ontario et l'Ontario Aerospace Council, pour n'en citer que quelques-unes;
- des entreprises du secteur privé, des intervenants et des associations commerciales dans les secteurs industriels suivants : l'aérospatiale, l'automobile, les services aux entreprises, les services financiers, les produits chimiques, la construction, les matières plastiques, le commerce de détail, la sidérurgie, les technologies de l'information et des communications, la fabrication en général, la fabrication de produits en acier, la machinerie, l'outillage et les moules, les énergies de remplacement (solaire, éolienne) et les transports;

- les fournisseurs de formation professionnelle, tels que les collèges communautaires, les universités et autres établissements de formation;
- le Groupe d'étude sur la compétitivité, la productivité et les progrès économiques et l'Institute for Competitiveness and Prosperity (l'organe de recherche du groupe d'étude).

PROGRAMMES/FONCTIONS

Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile

- La SOIIA soutient les investissements importants du secteur de l'automobile dans les domaines de la recherche et de l'innovation, de la formation professionnelle, de l'amélioration des technologies environnementales et énergétiques et de l'infrastructure publique.

Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe (SISFP)

- La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe soutient les investissements dans les technologies et les procédés de fabrication de pointe, tels que les produits ou les procédés nouveaux ou améliorés, les nouveaux matériaux, les technologies innovatrices de gestion des déchets et l'efficacité énergétique.

Développement des groupements/secteurs

- Soutenir les entreprises, le milieu de la recherche et autres intervenants pour promouvoir la croissance des groupements économiques importants, dont l'automobile, la fabrication, l'aérospatiale, les sciences de la vie/la biotechnologie, les technologies de l'information et des communications, les produits chimiques, les matières plastiques, les énergies de remplacement/les piles à combustible et les services financiers.

Recherche, analyse et partenariats

- Élaborer des stratégies en matière de développement économique et de politiques commerciales afin de mieux coordonner la recherche, l'analyse et la participation des partenaires des secteurs public et privé en vue de renforcer les efforts du ministère en faveur du développement et de la croissance des groupements.

Soutien à l'innovation, aux investissements et au commerce

- Soutenir la mise au point de technologies innovatrices, les investissements et la promotion des exportations dans les secteurs clés suivants : l'automobile, l'aérospatiale, les services aux entreprises, les produits chimiques, la construction, les technologies de l'information et des communications, les sciences de la vie, la fabrication, les matières plastiques, le commerce de détail, la sidérurgie, l'outillage et les moules, les transports et d'autres secteurs, selon les besoins.

Conseil ontarien du secteur de la fabrication

- Création du Conseil ontarien du secteur de la fabrication qui réunira les chefs de file de l'industrie et du gouvernement afin qu'ils définissent les grandes lignes d'une vision stratégique pour le secteur ontarien de la fabrication.

Initiative d'examen de la réglementation

- Le MDEC assurera la direction du Projet d'examen de la réglementation qui vise à rationaliser les processus d'approbation et à moderniser le régime de réglementation afin de le rendre plus efficient et efficace pour les entreprises.

Analyse et conseils sur les enjeux commerciaux et la coordination des politiques de développement économique

- Surveiller et analyser les nouveaux enjeux et les nouvelles tendances concernant le climat d'affaires afin d'en déterminer les répercussions possibles sur la capacité des entreprises de faire face à la concurrence et de prendre de l'expansion en Ontario.
- Fournir des analyses économiques et assurer le leadership et la coordination des politiques concernant les questions de développement de l'économie et des entreprises.

Promotion de l'élimination des obstacles aux entreprises

- Soutenir la participation de la province à la négociation d'accords sur le commerce interne et international et l'élimination ou la résolution des différends commerciaux.

Élaboration de politiques interministérielles

- Fournir un soutien au Comité des sous-ministres en matière de climat des affaires (CSCA) concernant les projets intégrés et soutenir la gestion et la coordination des programmes stratégiques de politiques interministérielles.

Surveillance des progrès de l'Ontario en matière de productivité, de compétitivité et d'économie

- Assurer la liaison avec le Groupe d'étude indépendant sur la compétitivité, la productivité et les progrès économiques en soutenant son mandat qui vise à mesurer et à surveiller les progrès de l'Ontario en matière de productivité, de compétitivité et d'économie par rapport aux autres provinces et aux États américains et à en informer le public au moyen de rapports.
- Le soutien à la stimulation de l'économie fournit de l'aide aux économies locales et régionales touchées par le ralentissement économique dans le secteur de la fabrication.

CRÉDIT/POSTE :		902-9				
CRÉDIT :		DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE				
POSTE :		INVESTISSEMENTS ET COMMERCE				
TYPE DE DÉPENSES :		FONCTIONNEMENT				
Catégorie de dépenses	Prévisions 2008-2009	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007
				Prévisions	Chiffres réels provisoires	
	\$	\$	%	\$	\$	\$
Traitements et salaires	11 574 200	702 100	6 %	10 872 100	9 852 011	9 017 202
Avantages sociaux	1 461 500	81 900	6 %	1 379 600	1 332 069	1 154 290
Transports et communications	6 708 400	-	0 %	6 708 400	3 247 746	2 206 077
Services	42 284 200	6 088 000	17 %	36 196 200	34 295 512	28 481 198
Fournitures et matériel	2 470 200	-	0 %	2 470 200	658 004	978 060
<u>PAIEMENTS DE TRANSFERT</u>						
Subventions à l'appui des investissements et du développement du commerce	200 000	-	0 %	200 000	183 500	153 500
Société de développement du transport urbain Ltée	-	(295 000)	-100 %	295 000	100 000	295 000
TOTAL	64 698 500	6 577 000	11 %	58 121 500	49 668 842	42 285 327

EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2007-2008

Montant (\$)

Nouvelles approbations :

- Société Investissement Ontario inc.

5 000 000

Transferts :

- Au ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat (MPEE)
relativement aux locaux

(78 000)

Annualisations :

- Programme InvestiNord – GO
- Société de développement du transport urbain Ltée

(550 000)

(295 000)

Réaffectation au sein du ministère :

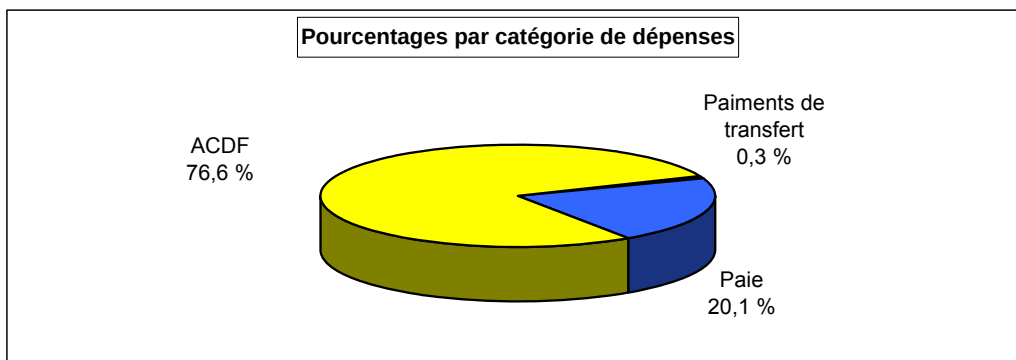
- Rationalisation des approbations d'entreprise au développement des secteurs industriels
- Rétablissement du financement transféré au MPEE relativement au soutien de la VQA

(500 000)

3 000 000

Total

6 577 000



**CRÉDIT 902 : PROGRAMME DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET COMMERCE**

POSTE 9 : INVESTISSEMENTS ET COMMERCE

TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT

DESCRIPTION

Grâce à la Stratégie de diversification du commerce et des investissements, le MDEC fait preuve de leadership en :

- présentant la province comme un endroit de choix pour faire des investissements aux principaux décideurs dans ce domaine grâce à une démarche intégrée de communication et de commercialisation, en produisant des listes d'investisseurs éventuels et en proposant des services aux investisseurs;
- améliorant le rendement de la province en matière d'exportations en aidant les fabricants, les entreprises de haute technologie, les fournisseurs de services professionnels et le secteur des ressources de la province à exporter dans le monde entier.

Parmi les clients, citons :

Investissements

- Grandes sociétés multinationales établies en Ontario qui envisagent une expansion.
- Sociétés étrangères qui envisagent un premier investissement en Ontario.
- Décideurs, gens influents et intermédiaires sur les marchés cibles importants et les principaux marchés et secteurs émergents.
- Entrepreneurs, investisseurs, travailleurs spécialisés et cadres de multinationales qui songent à immigrer en Ontario.

Commerce

- Entreprises établies en Ontario, principalement des PME qui fabriquent des produits ou fournissent des services à valeur ajoutée et qui sont novices dans le domaine de l'exportation ou qui voudraient accroître leurs ventes à l'exportation sur les marchés existants et de nouveaux marchés.
- Acheteurs étrangers de biens et de services, organismes gouvernementaux nationaux et internationaux, associations sectorielles et commerciales, écoles de commerce et autres intervenants dans le domaine du développement des exportations.

PROGRAMMES/FONCTIONS

Promotion de l'investissement

- Le MDEC, ministère responsable de la promotion économique de l'Ontario à l'échelle mondiale, continuera à commercialiser les avantages concurrentiels de l'Ontario à l'échelle internationale sur ses principaux marchés que sont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon et la France.
- Fournir des renseignements par voie de marketing direct sur les avantages concurrentiels des investissements en Ontario aux décideurs et aux gens influents en Ontario et sur les cinq principaux marchés internationaux. Une gamme de documents de vente et de marketing décrivant les avantages d'investir en Ontario est produite afin de soutenir les activités d'investissement de la division. Des activités de partenariat encouragent les organismes des secteurs public et privé à présenter la province comme un lieu de choix où effectuer des investissements.

Services aux investisseurs

- Mettre l'accent sur les principaux secteurs pouvant bénéficier d'investissements nouveaux et accrus, notamment l'automobile, les sciences de la vie, l'impartition des processus administratifs, les services financiers, les technologies de l'information et des communications et la fabrication de pointe.
- Offrir un lieu d'investissement à valeur ajoutée et (ou) des renseignements sur des projets précis afin de satisfaire les besoins des investisseurs étrangers.
- Dresser une liste d'investisseurs éventuels et fournir des services en matière d'investissement aux principaux marchés et secteurs par l'entremise de conseillers en développement d'entreprises dont les services sont retenus sur place.

InvestiNord – GO

- Le programme a été mis sur pied pour attirer des investissements pivots (plus de 100 employés) dans les villes du Nord de la province. En collaboration avec le ministère du Développement du Nord et des Mines (MDNM) et le ministère des Finances (MFO) et à titre de responsable des initiatives de marque de la province à l'étranger, le MDEC est responsable des volets de vente et de commercialisation à l'étranger du programme InvestiNord – GO qui comprennent des études de marché, la publicité, les relations avec les médias, le publipostage, la publicité Web et interactive, la prospection de clients et un programme d'appel des entreprises sur place.

Développement du commerce international

- Collaborer avec les sociétés ontariennes pour trouver de nouveaux débouchés à l'exportation et aider les acheteurs étrangers à trouver en Ontario des fournisseurs qui répondent à leurs besoins en matière d'achat. Cela se fera dans le cadre d'une série d'initiatives, notamment des missions et des foires commerciales internationales ainsi que des séminaires, et en fournissant de l'information commerciale sur les exportations et des services de consultation individuelle et de représentation commerciale afin d'accroître le potentiel des entreprises ontariennes sur les marchés d'exportation.
- Concentrer les activités de développement des échanges commerciaux sur les marchés prioritaires en fournissant des ressources supplémentaires et en mettant l'accent sur les principaux marchés émergents, tout particulièrement la Chine et l'Inde.

- Mettre l'accent sur les principaux secteurs prioritaires, notamment l'automobile, la fabrication de pointe, les TIC, les sciences de la vie, les services aux entreprises, les services professionnels, les matériaux de construction et la construction.
- Les nouvelles initiatives pourraient comprendre des programmes visant à encourager les investissements directs à l'étranger afin de rehausser la capacité des petites et moyennes entreprises (PME) de l'Ontario d'être concurrentielles au sein de la chaîne d'approvisionnement mondiale.
- Aider les exportateurs de l'Ontario grâce aux services de conseillers commerciaux embauchés au Brésil, au Chili, au Mexique et dans les États du golfe Persique.

Sensibilisation des PME ontariennes à l'« exportation »

- Le MDEC offre une gamme complète de services et de produits éducatifs relatifs aux exportations, dont les suivants :
 - o études de marché/profils de secteur et de pays;
 - o séminaires et brochures « Prêt à exporter »;
 - o site Web et cybermarketing;
 - o missions commerciales virtuelles;
 - o NEEF (Nouveaux exportateurs aux États frontaliers), ITExus (Exportateurs TI vers les États frontaliers américains) et NEX-UK (Nouveaux exportateurs vers le Royaume-Uni).

Sensibiliser la population aux exportateurs ontariens

- Marquer les succès en matière d'exportation et en faire la promotion grâce à la remise de prix de reconnaissance annuels.
- Établir des partenariats avec les associations sectorielles en vue de souligner les succès en matière d'exportation.

Centres de marketing à l'étranger

- Poursuivre l'expansion du réseau mondial des centres de marketing à l'étranger (CME) de l'Ontario dans le cadre du programme visant à rendre l'Ontario plus concurrentiel sur les marchés mondiaux. Ces centres ont pour mandat de rehausser la notoriété de l'Ontario auprès des décideurs d'entreprises sur les marchés étrangers et de promouvoir les intérêts économiques de tous les ministères et organismes provinciaux. Tous les CME sont situés dans les missions diplomatiques canadiennes à l'étranger en vue de maximiser les occasions de coopération et de collaboration fédérale-provinciale sur les principaux marchés internationaux. On trouve des CME à Munich, New York, Shanghai, New Delhi, Tokyo, Londres, Los Angeles, Beijing, Paris et Mexico.
- Accroître les relations avec un réseau d'intervenants et de partenaires commerciaux importants.
- Collaborer avec des partenaires, tels que l'Ontario Chamber of Commerce et Manufacturiers et Exportateurs du Canada, pour tirer parti des efforts déployés sur les marchés.
- Collaborer avec le Conseil consultatif des investissements et du commerce pour aider à promouvoir l'Ontario et fournir une rétroaction sur les programmes d'investissements et d'échanges commerciaux.

CRÉDIT/POSTE : 902 - 8 CRÉDIT : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE POSTE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE TYPE DE DÉPENSES : ACTIF DE FONCTIONNEMENT						
Catégorie de dépenses	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
		\$	%	Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
DÉPÔTS ET CHARGES PAYÉES D'AVANCE	6 100 000	6 099 000	609900 %	1 000	91 528	41 340
AVANCES ET MONTANTS RÉCUPÉRABLES						
Initiative Investissement dans les compétences stratégiques	-	-	-	-	-	205 600
PRÊTS ET INVESTISSEMENTS						
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	100 000 000	-	0 %	100 000 000	25 901 045	10 663 216
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents	12 500 000	-	-	-	-	-
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	29 278 400	1 703 900	6 %	27 574 500	25 965 842	26 096 192
TOTAL	147 878 400	7 802 900	16 %	127 575 500	51 958 415	37 006 348

EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2007-2008

Montant (\$)

Nouvelles approbations :

- Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents

6 099 000

Annualisations :

- Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile

1 703 900

Total

7 802 900

**CRÉDIT 902 : PROGRAMME DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
ET COMMERCE**

POSTE 8 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

TYPE DE DÉPENSES : FONCTIONNEMENT

L'actif de fonctionnement du ministère comprend les dépôts et les charges payées d'avance, ainsi que les prêts et les investissements faits en vertu de la Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe, du Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents et de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile.

CRÉDIT/POSTE : 902-7 CRÉDIT : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE POSTE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE TYPE DE DÉPENSES : IMMOBILISATIONS						
Catégorie de dépenses	Prévisions 2008-2009 \$	Variations par rapport aux prévisions de 2007-2008		2007-2008		Chiffres réels 2006-2007 \$
		\$	%	Prévisions \$	Chiffres réels provisoires \$	
<u>PAIEMENTS DE TRANSFERT</u>						
Université de Toronto	-	(33 780 000)	-100 %	33 780 000	27 780 000	20 000 000
Stratégie de redressement économique régional et local	-	-	-	-	1 000 000	-
TOTAL	-	(33 780 000)	-100 %	33 780 000	28 780 000	20 000 000

EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2007-2008

Montant (\$)

Annualisations :

- Université de Toronto

(33 780 000)

Total

(33 780 000)

CRÉDIT 902	:	PROGRAMME DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE
POSTE 7	:	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
TYPE DE DÉPENSES	:	IMMOBILISATIONS

Le ministère ne dispose d'aucuns fonds d'immobilisations en 2008-2009.

Au cours des années précédentes, ce poste couvrait le financement des immobilisations de la Joseph L. Rotman School of Management de l'Université de Toronto annoncé dans le Budget 2007. Ce financement avait pour but de permettre à la Rotman School de construire un nouvel édifice abritant le nouveau Centre for Jurisdictional Advantage and Prosperity et d'augmenter de 50 % les locaux servant aux programmes d'études supérieures de l'école.

ANNEXE I

RAPPORT ANNUEL 2007-2008

Le ministère du Développement économique et du Commerce (MDEC) a fait preuve de leadership en vue de favoriser un climat d'affaires concurrentiel qui attirera des emplois et des investissements en Ontario. Le ministère a soutenu la priorité du plan économique du gouvernement intitulée « Une économie forte pour un Ontario fort ».

Pour favoriser la croissance économique, le ministère s'est concentré sur trois stratégies :

- le développement des secteurs industriels;
- l'investissement dans l'industrie automobile;
- les investissements et le commerce.

Grâce à la **Stratégie du développement des secteurs industriels**, le ministère a contribué à la croissance économique par les moyens suivants :

- La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe (SISFP) a appuyé 15 projets innovateurs qui généreront près de 850 millions de dollars en nouveaux investissements et appuieront la création ou le maintien d'environ 3 800 emplois sur une période de cinq ans.

Projets de la Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe (SISFP)		
Société	Emplacement	Investissements suscités (en millions de dollars)
Diamond Aircraft Industries	London	106,4
FAG Aerospace Inc.	Stratford	17,8
Flakeboard Company	Sault Ste Marie	16,0
Koolatron Corporation	Brantford	23,3
Procter & Gamble Inc.	Brockville	30,0
Roxul	Milton	103,7
Skyjack Inc.	Guelph	24,8
Global Composite Manufacturing	Tilbury	20,9
Toyotetsu Canada Inc.	Simcoe	71,5
Ferrero Canada Ltd.	Brantford	55,0
Toyota Boshoku Canada Inc.	Woodstock	87,3
Dofasco Inc.	Hamilton	60,5
Bioniche Life Sciences Inc.	Belleville	107,0
Heroux-Devtek Inc.	Kitchener	28,5
Kellogg	Belleville	97,3
TOTAL		850,0

- La création du Secrétariat de modernisation de la réglementation en mai 2007 en vue d'appuyer l'engagement que le gouvernement de l'Ontario a pris dans son budget de 2007 en vue de moderniser le régime de réglementation et de proposer des options sur la façon de gérer l'examen permanent et la modernisation du climat des affaires en Ontario, tout en protégeant l'intérêt public.
- Le MDEC a déployé des efforts en vue de collaborer avec les collectivités et les divers secteurs de l'industrie en Ontario en vue de relever les défis économiques locaux, sectoriels ou régionaux en créant de nouvelles possibilités et en attirant les investissements. Par exemple :
 - o En juin 2007, le gouvernement de l'Ontario a versé une somme de 500 000 \$ pour égaler les investissements consacrés par la région et les municipalités du Niagara et par la Niagara Economic Development Corporation pour appuyer quatre initiatives visant à faire de la région du Niagara un centre d'affaires de premier plan.
 - o En août 2007, la ville de Smiths Falls et les localités environnantes ont bénéficié d'investissements de 335 000 \$ à l'appui de cinq initiatives visant à compenser la fermeture imminente de la chocolaterie Hershey et du Centre régional Rideau.
- L'élaboration de trois nouvelles initiatives visant à renforcer les alliances entre l'Ontario et l'Alberta et à créer des débouchés pour les fabricants ontariens dans le cadre du développement des sables bitumineux en Alberta :
 - o forum national des acheteurs/vendeurs à Edmonton (Alberta) en mars 2008;
 - o partenariat entre le gouvernement de l'Ontario et les manufacturiers et exportateurs canadiens relatif aux sables bitumineux;
 - o base de données interrogeable des fabricants et fournisseurs de l'Ontario.

Grâce à la **Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile**, le ministère a attiré de nouveaux investissements de plus de 7 milliards de dollars et des milliers d'emplois de qualité.

- En 2007-2008, le ministère a maintenu son soutien à l'industrie automobile et a récemment attiré deux investissements supplémentaires dans ce secteur :
 - o AGS Automotive/Tiercon à Stoney Creek – 6 millions de dollars;
 - o Denso Manufacturing Canada Inc. à Guelph – 4,5 millions de dollars.

Grâce à la **Stratégie de diversification du commerce et des investissements**, le ministère a fait la promotion de la croissance économique et de la compétitivité de l'Ontario par les moyens suivants :

- Il a attiré plus de 475 millions de dollars en nouveaux investissements, ce qui a permis de créer près de 7 000 emplois dans les industries stratégiques.
- Voici quelques exemples :

Investissements attirés en 2007-2008			
Société	Emplacement	Investissements attirés (en millions de dollars)	N^{bre} d'emplois
Toyota Boshoku	Woodstock	22,5	35
Minacs Worldwide (3)	Mississauga, Hamilton, Niagara Falls	21,8	1 425
Merrill Lynch	Toronto	10	450
Roxul	Milton	135	100
Hanwha Group	London	70	120

- Il a aidé plus de 1 000 exportateurs nouveaux ou existants à accéder à de nouveaux marchés.
- Par suite de la mission commerciale du premier ministre en Inde et au Pakistan en janvier 2007, plus de 55 organismes participant à la mission poursuivent activement leur stratégie à l'égard de l'Inde et les représentants d'au moins 9 de ces organismes sont ensuite retournés au moins une fois en Inde pour faire le suivi de leurs initiatives commerciales.
- Il a ouvert trois nouveaux centres de marketing à l'étranger à Beijing, Paris et Mexico.
- Le Centre ontarien des investissements et du commerce (COIC) a été mis sur pied en vue de coordonner les efforts ontariens de promotion de l'investissement actuellement répartis entre plusieurs ministères et autres organismes.
- Plus de 150 entreprises ont obtenu de l'aide des services d'immigration pour gens d'affaires et plus de 3 000 gens d'affaires immigrants actuels et potentiels ont participé à nos séminaires nationaux et internationaux.
- Le ministère a collaboré avec le ministère des Affaires civiques et de l'Immigration (MACI) dans le cadre du programme pilote Candidats de l'Ontario afin de soutenir les investissements multinationaux. Le ministère et le MACI ont également collaboré avec le gouvernement fédéral à la préparation d'une annexe sur les travailleurs étrangers temporaires à l'Accord Canada-Ontario sur l'immigration.

Tableau 1 : Dépenses ministérielles

	Dépenses ministérielles réelles (M\$) 2007-2008
Fonctionnement (y compris la consolidation de la SOGFII)	428,4
Immobilisations	28,8
Effectif (au 31 mars 2008)	299,2

GLOSSAIRE

ACCV	Association canadienne des constructeurs de véhicules
ACDF	Autres charges directes de fonctionnement
AFPAC	Association des fabricants de pièces d'automobile du Canada
AI	Accès à l'information
CCOIC	Conseil consultatif ontarien des investissements et du commerce
CME	Centres de marketing à l'étranger
COIC	Centre ontarien des investissements et du commerce
COSF	Conseil ontarien du secteur de la fabrication
CPSCA	Conseil du partenariat pour le secteur canadien de l'automobile
CSCA	Comité des sous-ministres en matière de climat des affaires
eDA	Système d'information pour la délégation de pouvoir
ÉNERGIE	Ministère de l'Énergie
FPO	Fonction publique de l'Ontario
GERC	Gestion électronique des relations avec la clientèle
GI&TI	Gestion de l'information et technologie de l'information
ITEXus	Exportateurs TI vers les États frontaliers américains
JAMA	Japanese Auto Manufacturers Association
MACI	Ministère des Affaires civiques et de l'Immigration
MAI	Ministère des Affaires intergouvernementales
MDEC	Ministère du Développement économique et du Commerce
MDNM	Ministère du Développement du Nord et des Mines
MFO	Ministère des Finances
MPEE	Ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat
MRI	Ministère de la Recherche et de l'Innovation
MTO	Ministère des Transports
MTR	Ministère du Travail
TOU	Ministère du Tourisme
NEEF	Nouveaux exportateurs aux États frontaliers
OADA	Ontario Automotive Dealers' Association
OCVCI	Ontario Chemical Value Chain Initiative
PME	Petites et moyennes entreprises
RH	Ressources humaines
RIRH	Réseau d'information sur les ressources humaines
SCO	Services communs de l'Ontario
SDO	Société de développement de l'Ontario
SGAIC	Système de gestion des activités et de l'information sur la clientèle
SIGIF	Système intégré de gestion de l'information financière
SISFP	Stratégie ontarienne d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe
SOGFII	Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants
SOIIA	Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile
SRD	Secrétariat du renouveau démocratique
SYSPAI	Système de gestion de la paie des fonctionnaires
TI	Technologie de l'information
TIC	Technologie de l'information et des communications

